

* AU PAYS DE L'OR GRIS *



CAMPUS

Étudiants
employés
de l'UdeM:
enfin un syndicat?

Page 9

SOCIÉTÉ

Un nouveau
phénomène
judiciaire:
Les poursuites
stratégiques contre
la mobilisation
populaire

Page 15

CULTURE

Renée Robitaille parle de son nouveau spectacle *Homme* de Pioches

Page 18

DOSSIER CONTE: André Lemelin présente la 5^e édition du festival De bouche à oreille



Page 19

LES UNIVERSITÉS FACE À LA MONDIALISATION

ww.guartierlibre.ca





Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

Élections provinciales 2007 : Bilan et perspectives

hautes en couleurs! La soirée électorale qui a conclu la course folle de 33 jours a été remplie d'inattendus.

Les élections générales provinciales 2007 ont été troisième rang obtenu par le Parti québécois laisse présager du mouvement au sein de ses rangs. Advenant une déconfiture adéquiste, le PLQ et le PQ pourraient sortir gagnants d'une telle tournure des événements.

Le taux de participation

	2007	2003
Bulletins valides	3 971 994	
Bulletins rejetés	41 252	
Total	4 013 246	
Électeurs inscrits	5 630 567	
Taux de participation	71,28 %	70,49 %

Source : Site Internet officiel de la Société Radio-Canada http://www.radio-canada.ca (adapté).

Le taux de participation aux élections générales provinciales de 2007 est le deuxième plus bas depuis 1976 – après celles de 2003! Cela étant dit, les résultats des élections s'avèrent d'autant plus intéressants à analyser.

Le dernier gouvernement minoritaire au Québec remonte à 1878. Il devient donc incontestable que la nouvelle donne à l'Assemblée nationale provoquera des changements dans la pratique de la politique.

Dans ce contexte de gouvernement minoritaire, plusieurs facteurs retiennent l'attention. Le parti qui forme le gouvernement, le Parti libéral, a éprouvé une relative difficulté à réaliser des consensus durables durant son premier mandat. La création de consensus forts est pourtant essentielle à la survie de tout gouvernement minoritaire. Aussi, l'inexpérience du parti qui a été catapulté sur les banquettes de l'opposition officielle, l'Action démocratique du Québec, fait peser sur les épaules de son chef, Mario Dumont, une pression très lourde et une responsabilité très grande. Finalement, le

Votre place dans l'espace public

Par conséquent, pour l'avenir, tous les scénarios doivent être envisagés. Aucune possibilité ne peut être écartée. Les positions gouvernement l'opposition sont tantôt

compatibles, tantôt irréconciliables. De plus, la présence du Parti québécois ne manquera pas de mettre le feu aux poudres. Ainsi, à l'instar de la soirée électorale, les prochains mois sur les scènes politiques provinciale et fédérale seront hauts en

couleurs et riches en rebondissements. Les enjeux touchant la génération montante seront sans doute nombreux au coeur des débats : remboursement de la dette publique, refonte du système de santé, financement de l'éducation postsecondaire, réductions d'impôts, respect de l'environnement et conformité au protocole de Kyoto, etc.

Que vous soyez jeunes parents, chercheurs, travailleurs atypiques ou autonomes, ou encore simples étudiants, l'espace publique vous sera plus que jamais accessible. Des décisions importantes seront prises dans les prochains mois, des décisions qui orienteront le Québec pour des années! Nous vous invitons à demeurer à l'affût de l'actualité parce qu'en étant informés, nous serons mieux outillés pour nous impliquer.

Résultats des élections

Partis politiques	Voix recueillies (nombre)	Voix recueillies (%)	Nombre de sièges à l'Assemblée nationale
Parti libéral du Québec (PLQ)	1 313 780	33,08 %	48
Action démocratique du Québec (ADQ)	1 223 477	30,80 %	41
Parti québécois (PQ)	1 125 078	28,33 %	36
Parti vert du Québec (PVQ)	154 367	3,89 %	
Québec solidaire (QS)	145 051	3,65 %	
Indépendants	4 755	0,12 %	
Parti marxiste-léniniste du Québec	2 095	0,05 %	
Bloc pot	1 756	0,04 %	
Parti démocratie chrétienne du Québec	1 635	0,04 %	
Total	3 971 994	100 %	125

Source : Site Internet officiel de la Société Radio-Canada http://www.radio-canada.ca (adapté)



LA UNE

Cette semaine *Quartier Libre* a choisi de se pencher sur un phénomène de plus en plus prégnant : l'internationalisation des universités occidentales. Stratégies de recrutement des meilleurs étudiants, bourses de professeurs, ouvertures de succursales dans les pays du Sud... les grandes universités occidentales agissent telles des multinationales. Désormais, un diplôme est présenté tel un sac à main Louis Vuitton, des lunettes Gucci, ou un jeans Diesel. S'imposer, pour ne pas se laisser dicter les règles du jeu disent certains. Un moyen de diffuser les valeurs occidentales plus efficacement qu'avec des canons soutiennent d'autres. La course aux neurones, à cet or gris, est on ne peut plus un enjeu géopolitique.

Pages 4, 5et 7.



ILLUSTRATION DE LA UNE: CLÉMENT DE GAULEJAC

RÉDACTEUR EN CHEF

CHEFS DE PUPITRE

Campus: Clément Sabou campus@quartierlibre.ca Société / Monde : Marie-Michèle Giguère societemonde@quartierlibre.ca Culture: Julie Delporte culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE Clément de Gaulejac - calculmental@vif.con

PHOTOGRAPHES

ILLUSTRATEUR

BÉDÉISTES Coline Niess, Francis D

JOURNALISTES

Maroine Bendaoud, Marie-Ève Corbeil Normand Forgues-Roy, Thomas Gerbet, Alexandra Herpin, Charlotte Horny, Julie Leroux Pasha Javadi, Nicholas Lavallée, Stéphanie Marin, Jean-Claude Paque Nicolas Paradis, Gaétan Pouliot, Jean-François Rioux, Fanny Rollin Julie Roy, Patricia Roy, Virginie Roy, Stéphane Waffo, Hanieh Ziaei

CORRECTEURS

Dominique Charland, Pascal Lamblin, Julie Leroux

INFOGRAPHIE Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ

Accès-Média (524-II82) www.accesmedia.com

COMPTABILITÉ Mélanie Bouchard

IMPRESSION

Payette & Simms

DISTRIBUTION

R.C. Graphiques

POUR NOUS JOINDRE Tél.: (514) 343-7630 • Téléc.: (514) 343-7744 Courriel: info@quartierlibre.ca Site Web: www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, Quartier Libre est distribué l'Université de Montréal et dans ses

Nos bureaux sont situés au : 3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6) C.P. 6128, succ. Centre-Ville Montréal (Québec) H3T IN8

environs. Son tirage est de 7 000 copies

Quartier Libre est membre du Carrefour francophone (CIPUF - www.cipuf.org)

Dépôt légal :

4 avril 2007

Bibliothèque nationale du Québec Bibliothèque nationale du Canada ISBN 1198-9416 Tout texte publié dans Quartier Libre peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION II avrl 2007 PROCHAINE TOMBÉE





Clément SABOURIN et Maude L'ARCHEVÊQUE

ans commentaire.

AU PAYS DE L'OR GRIS

LES UNIVERSITÉS FACE À LA MONDIALISATIO

DIRECTEUR ET

DOSSIER UNIVERSITÉS ET MONDIALISATION : Les étudiants français débarquent p. 4

CAMPUS

SOMMAIRE



Développer l'Afrique ou soutenir

la démographie canadienne?p. 4 Délocalisation des universitésp. 5 Les ambassadeurs de l'UdeMp. 5 Les bourses de mobilités s'envolentp. 7 Tête chercheusep. 9 Syndicat des étudiants employésp. 9 Vidéoconférencesp. II Verte UdeMp. 12

SOCIÉTÉ

Recherche en neurosciences : Au service du marketing?p. 13 Le recours collectif: Une pratique de plus en plus rentable pour les avocats?p. 14 Poursuites stratégiques contre la mobilisation nonulaire: Bientôt une loi pour les contrer ? p. 15



MONDE

Kabylie: Le point sur cette culture berbèrep. 13 Le Nouvel an iranien : la passé perse toujours présentp. 16

CULTURE

Cinéma documentaire : Le porteur d'eaup. 17 La conteuse Renée Robitaillep. 18



CAMPUS

ÉLECTIONS À LA FAÉCUM

Maude L'ARCHEVÊQUE

e 25 mars 2007, à la veille des élections provinciales, les délégués des associations étudiantes réunis en Congrès de la FAÉCUM ont choisi le Bureau exécutif qui représentera les étudiants de l'UdeM pour 2007-2008. Après une campagne de plusieurs semaines, Julie Bouchard, coordonnatrice aux affaires externes en 2006-2007, a été élue secrétaire générale de la FAÉCUM à majorité.

Les courses qui suscitaient cependant le plus d'intérêt chez les délégués étaient les élections aux postes de coordonnateur aux affaires externes - opposant Louis-Philippe Vien et Jocelyn Caron – et de coordonnateur aux affaires universitaires – opposant Martin Vézina et Vincent Ranger. Pourtant issus du Bureau exécutif sortant, MM. Vien et Vézina ont été défaits à majorité par MM. Caron et Ranger.

La nervosité était palpable pendant l'annonce des résultats des élections. Certains délégués avaient manifesté une certaine réticence à voir Vincent Ranger et Jocelyn Caron faire partie du même Bureau exécutif. Bien que tous les candidats aient nié qu'il y ait eu des partis dans les élections faécumiennes, il n'en demeure pas moins que certaines affinités entre les candidats étaient claires et la complicité entre Caron et Ranger, menaçante pour certains. Tous deux général de la FEUQ.

étudiants en science politique, leurs programmes et leurs visées politiques se ressemblent à un point tel que, pendant la période de questions aux candidats, une déléguée de l'Association étudiante d'histoire de l'art a demandé à Jocelyn Caron : « Qu'est-ce qui te différencie de Vincent Ranger? » Après avoir fait une blague sur la ressemblance physique que certains voient entre eux – chemises, lunettes et cheveux bruns –, M. Caron a jugé bon de spécifier : « Vincent et moi sommes quand même deux personnes. » Pour rassurer les délégués que Ranger et lui n'étaient pas un dragon à deux têtes, il a ajouté: «Lorsqu'il y a un problème, Vincent est capable de me le dire et, généralement, ça fait mal. »

La tradition veut que, le dimanche du Congrès de la FAÉCUM, pendant que le président d'assemblée compile les résultats des élections faécumiennes, les candidats à l'exécutif de la FEUQ viennent solliciter l'appui de la Fédération de l'UdeM. Un autre moment fort de cette fin de semaine aura justement été le refus du Congrès d'appuyer la candidature au poste de vice-président aux affaires universitaires de la FEUQ de Philippe Brisson, pourtant coordonnateur aux finances et services de la FAÉCUM de mai 2006 jusqu'à sa démission en décembre dernier. M. Brisson occupait depuis janvier le poste de secrétaire

Le Bureau exécutif 2007-2008

Secrétaire générale	Julie Bouchard
Coordonnateur aux affaires externes	Jocelyn Caron
Coordonnateur aux affaires académiques de premier cycle	Eric Peters
Coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs Maxime De	smarais-Tremblay
Coordonnateur à la recherche universitaire	David Paradis
Coordonnateur aux affaires universitaires	Vincent Ranger
Coordonnateur aux affaires associatives	Francis Hogue
Coordonnateur aux finances et services	Kevin Bélanger
Coordonnateur à la vie de campus	Jean Grégoire

QUARTIER LIBRE - Vol. 14 • numéro 14 • 28 mars 2007 Page 3

L'INVASION FRANÇAISE

Année après année, les étudiants français sont toujours plus nombreux à déferler sur le campus de l'UdeM, devenu leur destination de prédilection.

Julie ROY

ntre 2002 et 2006, l'UdeM a connu une hausse de fréquentation des crac-français de 22 %. L'année dernière, ils étaient 1404, soit près de la moitié des étudiants étrangers du campus et le quart des Français qui fréquentent les universités québécoises. Comment expliquer pareil engouement? « J'aimais l'idée de m'installer à Montréal, une ville multiculturelle et bétéroclite. Et l'UdeM a une très bonne *réputation* », explique Benjamin Simon, étudiant à HEC Montréal. Les motivations d'Aude Drevon, établie à Montréal depuis quatre ans, sont similaires: «J'ai choisi l'UdeM pour son programme de premier cycle en criminologie et pour venir en Amérique. » Quant à Charlotte Lavigne, inscrite à la maîtrise en urbanisme, elle évoque le contexte français actuel : « C'est très difficile d'accéder au marché du travail en France. Le taux de chômage y est élevé et il y a énormément de compétition. Personnellement, j'espère que ce sera plus facile ici », confie-t-elle.

MESURES INCITATIVES

L'arrivée massive des étudiants français ne s'explique pas simplement par un soudain attrait pour le Québec. Tout un dispositif a été mis en place par la Direction des relations internationales (DRI) pour les recruter. Laurent Pointreau, étudiant à l'École Polytechnique, témoigne: « Je suis allé à un forum des universités à Paris et j'y ai rencontré des gens de l'UdeM. C'est à ce moment que j'ai pris la décision de venir étudier au Québec. »

La nouvelle stratégie d'internationalisation de l'UdeM fait de la France un partenaire prioritaire. Alain Boutet de la DRI explique: «Il y a des liens bistoriques entre la France et le Québec. C'est une alliance naturelle. Sur 350 ententes bilatérales avec les universités étrangères, environ 100 ont été signées avec la France. » Ce partenariat procure aux étudiants français certains privilèges. «Les frais de scolarité qu'ils doivent acquitter sont identiques à ceux des

étudiants québécois, contrairement à la plupart des étudiants étrangers », rapporte Caroline Reid, directrice à l'accueil et à l'intégration au Bureau des étudiants internationaux (BEI). Une mesure qui a su convaincre plus d'un Français. « Financièrement, c'était beaucoup plus avantageux d'étudier l'UdeM plutôt qu'à Londres ou aux États-Unis », raconte Benjamin Simon

APRÈS L'UDEM

Trois des quatre étudiants interrogés envisagent prolonger leur séjour en sol canadien après leurs études, pas seulement par amour pour le Québec. «Je n'ai pas encore terminé mon baccalauréat en criminologie et j'ai déjà des possibilités d'emploi », raconte Aude Drevon. Au BEI, Caroline Reid s'empresse néanmoins de déconstruire certains mythes persistants. « Plusieurs étudiants étrangers décident de rester à Montréal après leurs études pour expérimenter le marché du travail canadien, mais ce n'est



pas une majorité. Le constat ne s'applique pas différemment aux Français », conclutelle

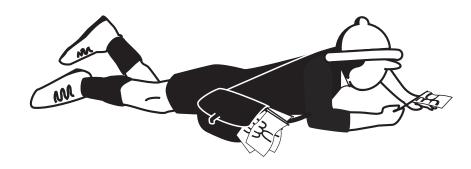
UN PROBLÈME DÉMOGRA-FRIC

Ils sont diplômés, qualifiés et compétents. Ils vont produire, consommer et faire des enfants. Les étudiants étrangers fraîchement sortis de l'université sont une aubaine pour un Canada en quête de croissance économique et démographique. Parmi ces futurs travailleurs venus d'ailleurs : les Africains. Leur cas suscite un véritable dilemme pour le gouvernement canadien.

Thomas GERBET

I faut « attirer les talents internationaux » pour concurrencer « le marketing agressif » qu'ont déjà mis en place certaines universités occidentales. C'est l'objectif principal qui ressort des recommandations que l'Université de Montréal a faites au ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, en décembre 2006. Dans cette voie, un des moyens préconisés est d'octroyer plus de bourses aux étudiants africains pour les faire venir au Canada.

Jennifer Humphries, directrice du Service éducation au Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) confirme que « Citoyenneté et Immigration Canada cherche à accepter le maximum d'étudiants étrangers comme résidents permanents ». Elle se dit « d'accord avec cette idée d'attirer ces gens de qualité », mais met en garde contre « les risques d'encourager la fuite des cerveaux ». En effet, faire venir à tout prix des étudiants étrangers, à coup de bourses et de visas alléchants, devient difficile à assumer pour un gouvernement qui compte dans ses priorités l'aide au développement des pays du Sud.



LA FUITE DES « CERVEAUX » AFRICAINS VERS LE CANADA

Les ravages de la fuite des cerveaux sont perceptibles depuis de nombreuses années en Afrique « et cela est persistant », selon Malang Mané, directeur du Centre régional d'orientation de Kolda, au Sénégal. « Nos étudiants ne reviennent pas facilement, le taux de retour est faible », se désole-t-il. Pour lui, cette situation est compréhensible: « En Afrique, il y a moins d'opportunités pour eux, leurs profils sont moins recherchés et le salaire offert ne correspond plus à leurs attentes. » Amina Triki vit actuellement cette situation. Algéro-Française, elle n'a trouvé une place en post-doctorat qu'à

l'UdeM. Elle espère obtenir un emploi comme enseignante-chercheuse en sciences de l'éducation. «Je ne regrette tellement pas mon choix d'être venue ici que je suis en train de faire ma demande de résidence permanente », explique-t-elle.

Le gouvernement canadien, par différents programmes de bourses d'études, d'exonération de frais de scolarité supplémentaires, ou encore par un programme de travail après le diplôme, ne semble pas vouloir décourager les étudiants étrangers, ni de venir, ni de rester. Ils sont nombreux, à la fin de leurs études, à être tentés de se lancer sur le marché du travail canadien, ce que confirme Merveille de Souza, étudiante

béninoise au certificat en relations publiques à l'UdeM: « Beaucoup de mes amis africains comptent retourner au pays un jour, mais on veut se faire un peu d'argent avant de repartir. »

DES PISTES POUR SORTIR DE L'IMPASSE

Il existe des organisations, paradoxalement financées par l'État, qui tentent de contrebalancer la fuite des cerveaux. Nora Stambouliche, coordonnatrice de la mobilité étudiante au Bureau des Amériques de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), explique que son institution « favorise le retour au pays des étudiants étrangers » et que son objectif est de « développer les universités du Sud ». Un des outils développés par l'AUF est la formation à distance en Afrique. Certains étudiants bénéficient ainsi de la qualité de l'enseignement canadien sans quitter leur pays. Autre outil de codéveloppement : l'octroi de bourses aux Africains pour étudier dans leur propre pays. Jennifer Humphries, explique ainsi que, « pour le prix que coûterait la venue d'un Africain au Canada, le BCEI peut financer les études de dix étudiants sur le continent africain ».

Les pistes de solutions énoncées plus haut semblent avoir un certain impact, si on en croit la récente diminution de la proportion d'étudiants africains au Canada. Diminution qui se ressent jusqu'à l'UdeM puisque de presque 30 % des étudiants étrangers en 2001, ils ne sont plus que 20 % aujourd'hui. L'époque ne serait donc plus à la fuite, mais à la circulation des cerveaux, selon Jennifer Humphries. Une circulation qui s'exprime dans les nombreux allers-retours des diplômés entre leur pays d'accueil et leur pays d'origine. Une position à cheval entre les deux pays qui réjouirait peut-être toutes les parties.

CAMPUS

LES UNIVERSITÉS FACE À LA MONDIALISATION

DELOCALISATION **DES UNIVERSITÉS**

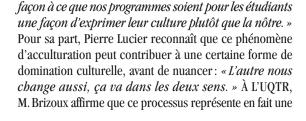
En octobre dernier, la Sorbonne ouvrait une antenne à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis. L'institution parisienne emboîtait ainsi le pas aux universités américaines qui offrent déjà des programmes à la *City of Education*, au Qatar. Au Maroc, l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) donne la possibilité aux étudiants maghrébins de décrocher des diplômes québécois. L'enseignement universitaire se délocalise et s'exporte, adoptant la logique de la mondialisation.

Normand FORGUES-ROY

n souscrivant à des ententes ou en ouvrant des campus affiliés à l'étranger, le savoir occidental, surtout nordaméricain, s'exporte. « C'est clair que les diplômes nord-américains sont valorisés », s'exclame Jacques Brizoux, responsable de la Direction de la coopération internationale à l'Université du Québec à Trois-rivières. Depuis décembre dernier, l'UQTR propose des programmes de MBA au sein de l'École supérieure internationale de gestion au Maroc. Selon M. Brizoux, la demande viendrait d'une « recherche de la différence », d'une alternative au système français, toujours en vigueur au Maroc.

Selon Pierre Lucier, titulaire de la chaire Fernand-Dumont sur la culture à l'INRS et auteur de l'ouvrage Les universités québécoises aux PUL, les universités qui s'exportent n'essaient en rien de dégager un

bénéfice financier. M. Lucier soutient qu'« on est dans une logique de diffusion de l'image... on est loin du gros fric ». Selon lui, il s'agirait plutôt



Nous avons toujours gardé à l'esprit la culture moyen-orientale, de façon à ce que nos programmes soient pour les étudiants une façon d'exprimer leur culture plutôt que la nôtre.

Pamela Lepley



d'aller chercher une reconnaissance internationale, une « valeur ajoutée ». Pour M. Brizoux, créer des alliances permet de renforcer l'assise des universités. Il faut donc choisir ses partenaires, évaluer les retombées pour chacune des parties. Porte-parole de la Virginia Commonwealth University (VCU) – première université à avoir exporté un campus à Doha, au Qatar –, Pamela Lepley reconnaît que son université ne perd pas d'argent, sans en dire plus. Elle souligne que la Sheika, l'épouse du Sheikh du Qatar voulait amener les « meilleures universités » au Qatar à travers la City of Education, ceci afin de favoriser le développement de l'émirat.

DIFFUSER SES VALEURS À MOINDRE COÛT

Cette exportation du savoir pourrait être perçue comme un moyen pacifique d'assurer la promotion des valeurs occidentales. Former les futures élites du Maghreb ou du golfe Persique selon les référentiels de pensée européens ou américains pourrait permettre une acculturation discrète, mais efficace. Mme Lepley croit que non: « Nous avons toujours gardé à l'esprit la culture moyen-orientale, de

Dans leurs succursales, les universités occidentales dispensent majoritairement des programmes de gestion, d'informatique ou d'ingéniérie. VCU offre des cours de design et de communication au sein de la City of Education, grâce au financement d'une fondation privée, proche de la famille régnante. Ne risquerait-on pas de se retrouver dans une situation où les sciences humaines seraient dévaluées parce que non-exportables? M. Lucier pense que « l'important, c'est qu'on ne se retrouve pas dans une logique d'exclusion. Tout le monde a encore accès aux programmes de sciences humaines, au Québec. »

Le chercheur rappelle en outre que l'Université a toujours eu une vocation internationale. « En recevant une autorisation papale ou impériale, les universités médiévales étaient déjà dans cette logique. » Il ajoute que, puisque ces premières universités étaient sous l'autorité du pape ou de l'empereur, et qu'elles connaissaient déjà la circulation des professeurs et des étudiants, « le lien entre université et international était presque congénital. » En somme, à la libre circulation des personnes et des idées, s'ajoute maintenant celle des programmes d'études.

STRATÉGIE INTERNATIONALE **DE L'UdeM**

À l'instar de plusieurs universités dans le monde, l'UdeM prend clairement le pari de l'international avec la seconde mouture de sa stratégie d'internationalisation adoptée en novembre 2006.

Gaétan POULIOT

n plus d'accroître ses efforts de recrutement à l'étranger, l'UdeM affirme dans sa nouvelle stratégie d'internationalisation vouloir être encore plus présente sur l'échiquier mondial; notamment, par le biais de campus délocalisés et d'ambassadeurs à l'étranger. Toutefois, contrairement à certaines universités américaines, britanniques et canadiennes, qui installent des filiales à l'étranger comme le font les multinationales, « l'idée n'est pas d'ouvrir des campus à l'étranger », précise Alain Boutet, directeur de la Direction des relations internationales (DRI) de l'UdeM. « Cela est très complexe et dans le contexte actuel, nous ne nous lancerons pas dans un gouffre financier. On veut plutôt faire de la formation à distance. »

Cette stratégie va cependant au-delà du simple cours par vidéoconférence, comme cela existe déjà. Il s'agit plutôt d'un modèle de « formation transfrontalière » où une partie sera accomplie à distance et une autre en présence d'un professeur. M. Boutet explique que ces cours sur mesure seront principalement de courte durée. « De deux ou trois semaines en collaboration avec des universités étrangères », explique-t-il. Les professeurs pourront ainsi se déplacer à l'étranger sans entraver le bon fonctionnement de leurs activités à Montréal. Entre autres, la Faculté des sciences de l'éducation travaille à mettre sur pied un programme de doctorat pour des étudiants latinoaméricains, et la Faculté de médecine élabore des programmes pour des universitaires tunisiens.

La nouvelle stratégie d'internationalisation de l'UdeM insiste aussi pour que l'Université soit représentée dans des régions géographiques prioritaires. Elle songe donc à développer un réseau d'ambassadeurs en France, en Chine, au Maghreb, au Moyen-Orient et en Amérique latine pour mousser son image et attirer des étudiants.

Toutefois, cette stratégie ne reçoit pas que des éloges. «J'ai été étonné de l'annonce de la création de postes d'ambassadeurs dans des villes étrangères », raconte Denis Monière, professeur au Département de science politique à l'UdeM. Selon lui, cette opération est un gaspillage de fonds publics. «Alors que nos institutions crient famine, on dépensera pour recruter des étudiants étrangers, alors qu'il y a déjà des organismes gouvernementaux qui font le travail », dénonce-t-il. Une situation d'autant plus absurde que le ministère de l'Éducation a modifié la formule de financement des universités pour décourager le nombre croissant d'étudiants français voulant étudier au Québec, estime M. Monière. Louis Hébert, professeur à HEC, rétorque que « la mise en marché d'un produit est plus efficace par celui qui le connaît ». M. Hébert estime que la stratégie d'internationalisation de l'UdeM est une bonne chose. « L'Université n'a pas d'autre choix. Elle est dans un univers international par défaut. Elle doit donc prendre sa place, ou elle se la fera dicter par les autres. » Pour M. Boutet, la stratégie à l'international « n'est ni de l'exotisme ni du luxe, c'est une redéfinition de la formation ». Une « valeur ajoutée » pour les étudiants et les professeurs qui choisiront l'UdeM.

BULLETIN DES UNIVERSITÉS

Pour mesurer l'image de l'Université, on se base sur des classements internationaux. En 2006, l'UdeM était à la 181^e position mondiale du *Times* Higher Education Supplement, au grand bonheur du recteur, Luc Vinet, qui en a glissé un mot lors de la Commission parlementaire de l'éducation, le 6 février dernier. « Bien que les classements soient discutables et puissent n'être que de la poudre aux yeux, dit M. Boutet, cela fait partie de l'environnement de la compétition internationale. C'est un facteur de recrutement. »

L'UdeM serait toutefois un secret trop bien gardé, ce qui gênerait sa reconnaissance internationale. Un déficit de notoriété sur lequel l'Université veut travailler.

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal • 514.343.5947 • www.faecum.qc.ca



Règlements de l'Université et droit civil général

Interprétation et application Assistance et conseil pour les étudiants

Conseiller en règlements

Service gratuit Confidentialité

3200 Jean-Brillant, local B-1265 514.343.5947



Faculté de l'éducation permanente La faculté d'évoluer

On met l'accent sur l'anglais.

■ English Conversation NIVEAUX 1b, 2, 3 et 4 21 avril au 16 juin, samedi de 9 h à 14 h

NIVEAUX 2, 3 et 4 1^{er} mai au 19 juin, mardi et jeudi de 9 h à 12 h ou 2 mai au 20 juin, lundi et mercredi de 19 h à 22 h

■ Writing Workshop 1^{er} mai au 19 juin, mardi et jeudi de 19 h à 22 h

■ Business English: Oral Communication

1er mai au 19 juin, mardi et jeudi de 19 h à 22 h

PRINTEMPS 2007

Frais de scolarité 296,97 \$ pour un cours de 45 heures

TEST DE CLASSEMENT OBLIGATOIRE
Date limite d'inscription : le mardi 3 avril
Téléphonez ou consultez le site web pour savoir
quels documents sont requis lors de l'inscription.
514 343.6090 1 800 363.8876

www.fep.umontreal.ca/langues

Université **m** de Montréal

«Chut!
Baisse le
son du journal,
je n'arrive pas
à dormir.»

TEXTE LU À VOIX HAUTE > Une autre des caractéristiques de la version en ligne grandement améliorée de l'édition numérique de *The Gazette*.

- Lisez en ligne ou téléchargez un duplicata numérique de votre journal
- Consultez les éditions numériquement archivées des 7 derniers jours
- Grossissez les textes et les images pour une lecture plus facile Écoutez les textes lus à haute voix avec la fonction audio
 - \bullet Traduisez les articles en 12 langues différentes \bullet Sauvegardez et envoyez vos articles favoris
 - Faites de la recherche dans 11 grands quotidiens canadiens

ACCÈS GRATUIT

Pour un essai de 7 jours, visitez <u>www.montrealgazette.com/digital</u>

Version numérique gratuite pour les abonnés à la livraison 7 jours du journal papier. Inscrivez-vous dès aujourd'hui à l'adresse www.montrealgazette.com

The Gazette

* Pour vous abonner, appelez le 514 987-2400 ou envoyez un courriel à liregazette@thegazette.canwest.com

CAMPUS

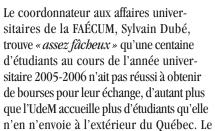
LES UNIVERSITÉS FACE À LA MONDIALISATION

MOBILITÉ RÉDUITE

Pierre angulaire de la stratégie d'internationalisation de l'UdeM, la mobilité des étudiants est étroitement conditionnée à son financement. Alors que l'enveloppe budgétaire demeure fixe, le nombre d'étudiants formulant une demande pour partir en échange augmente.

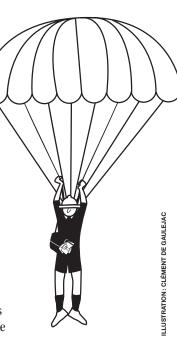
Maroine BENDAOUD

e 2001 à 2005, des bourses de mobilité ont été distribuées à tous les étudiants en faisant la demande, jusqu'à ce que les plafonds financiers soient atteints. Un concours a donc été instauré, privilégiant les étudiants ayant les meilleurs résultats. Avant 2005, tout étudiant inscrit à temps plein avec une moyenne supérieure 2,7 était assuré d'une bourse. Depuis, le seuil d'admissibilité est monté à 3,0.



ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MÉLS) assure 100 % du financement des échanges tant qu'il y a autant d'étudiants reçus qu'envoyés. Si, par contre, la parité est dépassée, le MÉLS ne couvre plus que 50 % des coûts. Selon la FAÉCUM, le manque à gagner annuel pour les étudiants de l'UdeM serait d'environ 1,5 millions de dollars.

Parce que de plus en plus d'étudiants de l'UdeM souhaitent partir en échange, l'Université s'est ajustée de deux manières : augmentant les critères d'admission et diminuant le montant des bourses octroyées. Le montant versé aux étudiants était jusqu'à aujourd'hui d'un maximum de 1000 dollars par mois pour les États-Unis, l'Europe de l'Ouest, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et d'un maximum de 750 dollars par mois pour les autres destinations. Dès l'automne prochain, le montant des bourses mensuelles pour les pays occidentaux passera à 800 dollars et sera réduit dans les mêmes proportions pour les autres destinations, explique Philippe Boulanger-Després, conseiller à la Maison internationale de l'Université.



PISTES À ÉTUDIER

Le fonds de mobilité étudiante du MÉLS est de 10 millions de dollars pour l'ensemble des universités. L'UdeM reçoit 1,7 millions de dollars, ce qui lui permet d'envoyer près de 500 personnes en échange, soutient Yves Guay, conseiller à la Direction des relations internationales. Certaines universités plus modestes dans leur visée internationale ne dépensent pas tous leurs fonds: notamment celles en région, ou d'autres, très prestigieuses, qui préférent accueillir des étudiants étrangers plutôt que d'envoyer les leurs. Toutefois, les surplus de bourses non utilisées ne sont pas redistribués aux autres universités qui auraient déjà épuisées toutes leurs ressources. Le cas échéant, « le gouvernement récupère les sommes et c'est tant pis pour l'Université », ajoute M. Guay.

M. Boulanger, de la Maison internationale, pense qu'un tour de table avec différents acteurs de l'administration et des associations étudiantes serait une bonne idée. Selon lui, différentes avenues devraient être explorées, telles que la création d'un fonds externe ou encore l'intégration de critères sociaux dans la distribution des bourses aux étudiants, selon le revenu familial par exemple.

Rejoignez l'équipe de rédaction

Le mercredi 11 avril à 17 h



ÉCONOMISE

SUR CE QUE TU VEUX

et participez à la réunion de production du journal.

Services aux étudiants Activités culturelles

Rien ne se perd, tout se crée

Ce printemps, choisissez parmi l'un des 85 ateliers de formation offerts aux Activités culturelles

ARTS VISUELS

- Dessin I et II · Dessin dans la ville
- Paysages urbains à l'aquarelle
- Peinture à l'acrylique La peinture et l'inconscient I et II
- Mosaïque

COMMUNICATION

- Animation et entrevue à la radio
- Communication orale
- Création littéraire

LANGUES

- Allemand I et II Arabe I
- Chinois mandarin I
- Espagnol I, II, III et IV
- Portugais brésilien I et II

DANSE

- Baladi I et II
- Hip-hop reggæDanse africaine I et II
- Danse contemporaine I et II
 Salsa et autres danses latines

PHOTOGRAPHIE

- Photographie I, II et III
 Développement noir et blanc I et II
- Agrandir en couleur Photographie de voyage-carte postale
- Photographie numérique

Inscriptions aux ateliers

Étudiants de l'UdeM (en priorité) Du 2 au 13 avril De 8 h 30 à 16 h 30 Tous Du 16 au 20 avril De 8 h 30 à 16 h 30

www.sac.umontreal.ca 514 343-6524

- MUSIQUE
- Chant populaire I Chant populaire accompagné à la guitare
 Ensembles de jazz
- Flûte irlandaise I
- Guitare populaire I et II
 Guitare manouche I
- Informatique musicale
- Intensif de lecture vocale et dictée musicale
 Introduction à l'harmonie
- Jam de percussionsJazz vocal I
- · Lecons individuelles

- Théorie musicale I et II

CINÉMAS ET MÉDIAS

- Écriture d'un scénario
- Informatique musicale
 Initiation à After Effects
- Initiation à Flash (macromédia)

- Prise de vue et cadrage

THÉÂTRE

- Diction et phonétique I
 Improvisation I
 Interprétation I, II et III

Université m

de Montréal

Séjours linguistiques Perfectionner une langue seconde, quelle richesse!



Départs en tout temps

vers Barcelone (Espagne), Lindau (Allemagne) et Playa del Carmen (Mexique)

Quatre heures de cours par jour du lundi au vendredi à Playa del Carmen et séjour en famille pour 6 nuits en demi-pension 440 \$ par personne

Vol et transferts non inclus

Contactez-nous pour connaître les tarifs des autres destinations et réservez votre séjour à la date de votre choix

Voyages Gaby

Carlson Wagonlit Voyages

450 430-2151 www.voyages-gaby.com

 Percussions brésiliennes et afro-cubaines
 Percussions africaines Pose de voix parlée
Technique vocale chantée I (classique) Caméra vidéo, accessoires et trucs de tournage
 Conception d'un site Web
 Écdiarage et direction photo
 Écdiarage d'un conception maintenant se faire carter Introduction au métier de recherchiste
L'art du montage
Montage non linéaire avec Final Cut Pro I
Principes de direction de production

Briss de une stradege. est une bonne affaire • Théorie sur la scénarisation

2006/07

PLUS DE TRUCS. MOINS DE RÈGLES."

La carte SPC vous donne droit à des rabais exclusifs chez des centaines de détaillants partout au pays.



Passez nous voir ou appelez-nous 1800 HRBLOCK



'Les résultats individuels varient. "Offres valables du 1" août 2006 au 31 juillet 2007. *Pour être admissible, tout étudiant doit présenter soit (i) le formulaire T2202a attestant la fréquentation d'un établissement collégial ou universitaire à temps plein pendant 4 mois ou plus en 2006, ou (ii) une carte d'identité d'école secondaire valide. Cette offre prend fin le 31 juillet 2007. Offre valable aux bureaux H&R Block participants du Canada seulement. Valable seulement chez tous les marchands participants au Canada. Pour détenteur de carte seulement. Les offres peuvent varier et être sujettes à certaines restrictions. L'utilisation de la carte peut être limitée, lorsque jumelée à toute autre offre ou à tout autre programme de carte-rabais fidélité de tout marchand. La carte ne peut pas être utilisée lors d'achat de carte(s)-cadeau(x) ou de certificat(s)

CAMPUS

Tête chercheuse

Bartha Maria Knoppers

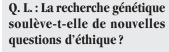
GÊNE-ÉTHIQUE

C'est au sein de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, au Centre de recherche en droit public, que Bartha Maria Knoppers dirige le projet multidisciplinaire international « Génétique et Société ». Sujet d'étude : les textes normatifs qui encadrent la génétique humaine.

Propos recueillis par Charlotte HORNY

Quartier Libre : Que recouvre le projet « Génétique et Société » ?

Bartha Maria Knoppers: Le travail de l'équipe est de recenser les normes scientifiques, juridiques et éthiques qui émergent dans les 65 pays membres en matière de génétique humaine, pour guider les décideurs politiques, les législateurs et les chercheurs. L'équipe se divise en différentes sections: clonage, bio-banque, cellules souches, santé publique, etc. Le but de nos recherches n'est pas de repartir à zéro, mais plutôt de se baser sur les réflexions en cours dans les autres pays. Nous travaillons à partir de lois, de politiques, d'études d'ONG pour établir une base de données.



B. M. K.: Oui, et ce sont surtout des questions de définitions. Il

s'agit avant tout d'assurer la protection et la promotion de la personne. Or, avec la recherche génétique qui modifie les cellules, c'est l'intégrité de la personne qui est en jeu et qu'il faut encadrer. Il y a aujourd'hui des technologies qui peuvent modifier la façon dont on perçoit l'être humain. Prenons l'exemple des nanotechnologies: elles ouvrent la possibilité d'une combinaison être humain / matière synthétique. Les prothèses, les cellules génétiquement modifiées utilisées contre des maladies comme celle de Parkinson, sont des éléments nouveaux de nature mixte qui touchent à l'intégrité de l'être humain et qu'il faut définir. Il y a aussi d'autres enjeux qui sont reliés à la génétique, comme la confidentialité, le consentement (des adultes, mais aussi des enfants), la commercialisation... Chacun de ces aspects appelle des normes.

Q. L.: Cette protection de la personne passe-t-elle par des lois?

B. M. K.: Non, la loi n'est pas l'outil qui convient dans tous les cas. Les lois reflètent une division: il y a une loi pour les produits pharmaceutiques, une loi pour les tests



Les prothèses, les cellules génétiquement modifiées utilisées contre des maladies comme Parkinson, sont des éléments nouveaux de nature mixte qui touchent à l'intégrité de l'être humain et qu'il faut définir.

Bartha Maria Knoppers

cliniques sur les êtres humains, etc. Or, cette division est artificielle et pose problème lorsque la réalité se complexifie : à quelle juridiction se référer pour l'utilisation de cellules génétiquement modifiées, pour l'insertion d'un produit technologique dans un corps humain? Les lois ne sont pas dynamiques, elles représentent une vision statique de la nature. Nous proposons alors des systèmes de réglementation qui peuvent s'adapter à des réalités qui évoluent très vite.

Q. L.: Comment est perçu ce travail juridique par les scientifiques?

B. M. K.: Il y a dix ans, les généticiens parlaient rapidement d'éthique à la fin de leurs discours. Aujourd'hui, ils lui donnent toute sa place. Il y a un respect mutuel entre les juristes et les scientifiques. C'est important, car il ne faut pas que les normes éthiques soient vues comme des forces policières. Au contraire, ces normes participent à définir les objets, à donner des socles communs aux chercheurs et à préciser les enjeux pour les décisions politiques.

Un syndicat pour les étudiants employés?

JAMAIS DEUX SANS TROIS

Pour la troisième année consécutive, les étudiants employés de l'UdeM tentent de s'organiser en syndicat. En vain ?

Virginie ROY

e mets au défi quiconque rapporte ne pas avoir le même salaire que dans les autres universités », déclare le vice-recteur de l'Université de Montréal, Jacques Frémont. C'est pourtant en partie pour cette raison que les employés étudiants de l'Université de Montréal ont déposé le 6 mars 2007 une demande d'accréditation de syndicat auprès de la Commission des relations de travail (CRT). Selon Isabelle Renaud, conseillère syndicale à l'Alliance de la fonction publique du Canada, il s'agit de pouvoir affirmer certaines revendications, telles l'amélioration des mesures de sécurité au travail dans les laboratoires ou une augmentation de salaires selon les heures réelles travaillées. Pour le moment, les étudiants employés attendent la réponse du CRT pour obtenir le droit de se syndiquer. Au cours des deux dernières années, deux référendums tenus auprès des étudiants employés ont échoué. Cet été, un troisième vote a eu lieu par voie postale. 87 % des répondants étaient en faveur de l'instauration d'un syndicat. Toutefois, étant donné la faible participation, ils n'ont pas récolté la majorité absolue. Malgré tout, M^{me} Renaud estime disposer aujourd'hui de suffisamment de promesses de votes pour que la demande au CRT soit

Du côté de l'administration de l'UdeM, le vice-recteur Frémont se veut catégorique : « *C'est faux, nos étudiants employés sont bien payés. Nous avons d'ailleurs réajusté nos salaires il y a un an.* » Selon M. Frémont, ce n'est pas la première fois que les étudiants tentent de se syndiquer, pour cette raison, il doute que, cette année, l'issue soit plus heureuse. Si les étudiants désirent bonifier le régime déjà en place, le vice-recteur insiste sur le fait qu'il suivra le dossier avec intérêt. C'est avec un certain malaise qu'il ajoute qu'il préfère rester neutre dans cette histoire. Il avoue par contre ne pas comprendre les raisons des étudiants de vouloir se syndiquer.

L'EXEMPLE DE L'UQÀM

Isabelle Renaud, la conseillère syndicale à l'Alliance de la fonction publique du Canada, explique que cette démarche s'inscrit dans un élan québécois. « Après l'UQÀM, Concordia puis l'Université de Laval, les étudiants employés de l'Université de Montréal veulent également pouvoir négocier ses conditions de travail. » Il semble donc y avoir un effet boule de neige au niveau de la syndicalisation des employés étudiants des différentes universités du Québec. La vice-présidente du Syndicat des étudiants employés de l'UQÀM, Nil Ataogul, croit qu'une plus grande transparence est visible à l'UQÀM depuis qu'« il existe un nouveau rapport de force entre la direction et les employés ». M^{me} Ataogul soutient avoir obtenu de nombreux gains en ce qui concerne les augmentations de salaire (55 % de plus), la sécurité au travail, la contribution de l'employeur aux assurances personnelles, l'obtention de congés et la reconnaissance que toute heure travaillée doit être rémunérée. Selon elle, de nombreux abus avaient été commis avant la syndicalisation : «Les étudiants signaient leur contrat n'importe comment, il n'y avait aucune régularité. »

Rejoignez l'équipe de rédaction



Le mercredi 28 mars à 17 h

Le mercredi 11 avril à 17 h



et participez à la réunion de production du journal.





Les options Options font toute la all the différence difference

Peu importe la nature de vos études universitaires, vous pouvez bénéficier d'une carrière différente dans les Forces canadiennes.

- Ingénieurs
- Physiothérapeutes
- Travailleurs sociaux/ travailleuses sociales
- Pilotes
- Médecins
- Infirmiers/infirmières
- Pharmaciens/ pharmaciennes
- Officiers de marine

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous dès aujourd'hui.

make

No matter what your university education, you can enjoy a career with a difference in the Canadian Forces.

- Engineers
- Physiotherapists
- Social Workers
- Pilots
- Doctors
- Nurses
- Pharmacists
- Naval Officers

To learn more, contact us today.

Combattez avec les Forces canadiennes **Fight with the Canadian Forces**



www.forces.ca 1-800-856-8488

Canada

CAMPUS

Vidéoconférences de ces vidéoconférences, l'énergie et la au CÉTASE

AMPHITÉÂTRES VIRTUELS

Le Centre d'études de l'Asie de l'Est de l'Université de Montréal (CÉTASE) présentait le 14 mars sa toute première série de vidéoconférences sur l'Asie. Le but : favoriser un échange de connaissances entre étudiants et professeurs des universités canadiennes.

Julie LEROUX

onder une communauté académique plus rapprochée ainsi qu'une opportunité de partage qui surmontent les contraintes géographiques qui existaient auparavant », tel est l'objectif visé par la première série de vidéoconférences du CÉTASE, indique David Passarelli, le président de l'Association étudiante du centre d'études. M. Passarelli explique qu'à travers ce projet, il s'agissait de faire la promotion des technologies de l'information et communication en pédagogie universitaire. Grâce au Centre d'études en relations internationales de l'UdeM – CÉRIUM –, qui a mis à disposition son site internet, les vidéoconférences peuvent être téléchargées.

Durant les cinq mois qu'a nécessités l'organisation des vidéoconférences, M. Passarelli s'est chargé de mobiliser les associations étudiantes concernées par le projet et de contacter les professeurs de différentes universités. « Notre plus grand obstacle était surtout de gérer une logistique administrative entre trois centres universitaires, UBC, UofT et UdeM, tout en prenant en considération les différents fuseaux boraires », explique-t-il. M. Dierkes, professeur à UBC et directeur associé au Centre for Japanese Research, n'a pas hésité à participer à ce projet naissant et a d'ailleurs confié son enthousiasme aux jeunes organisateurs: « Certaines personnes pensent que les technologies ne font que dénaturer et "refroidir" les rapports humains. Dans le cas

perspective qui se dégage du rassemblement virtuel de chercheurs et d'étudiants de trois universités différentes sont inestimables. »

Les organisateurs de la série de vidéoconférences se disent satisfaits du résultat de leur travail : « Vers la fin de la deuxième vidéoconférence, j'ai remarqué que la moitié des gens présents, soit une quinzaine de personnes, étaient tous en train de griffonner une question pour le professeur. Ça m'a fait réaliser à quel point le format de la conférence et le sujet de fond, l'Asie, sont décidément tournés vers l'avenir », mentionne M. Lachapelle. Les organisateurs commencent déjà à organiser une seconde série de vidéoconférences qui, espèrent-ils, permettra non seulement des échanges entre les universités canadiennes, mais aussi des universités européennes et asiatiques.

La communauté de l'UdeM est d'ailleurs invitée à assister aux deux dernières vidéoconférences qui porteront sur les enjeux du développement en Chine. Les conférences auront lieu au CÉTASE, salle multimédia, pavillon 3744 Jean-Brillant, local 420-14, le 28 mars à 14 h 45 et le 29 mars à 14 h 00.



Étudiants et chercheurs de l'UdeM. de UBC et de UofT en vidéoconférence.



Centre étudiant Benoît-Lacroix

Centre catholique de spiritualité

célébrations DES JOURS SaintS

Vivez les Jours saints avec les étudiants et les étudiantes du Centre

Jeudi saint • Cène du Seigneur

Le 5 avril à 19h30, au gymnase du couvent des Dominicains 2715, chemin Côte-Sainte-Catherine.

Vendredi saint • Célébration de la Passion

Le 6 avril à 19h30, à l'église des Dominicains, 2715, chemin Côte-Sainte-Catherine.

Samedi saint • Montée de la lumière

Le 7 avril à 19h30, veillée de prière au Centre Benoît-Lacroix, 2715, chemin Côte-Sainte-Catherine. Activité ouverte à tous. Possibilité de coucher au Centre en prévision de la célébration matinale de Pâques à 4h15 (pour le coucher, inscription obligatoire auprès de Michel Leduc : 341-4817 ou mleduc@cebl.org).

Vigile et messe de Pâques

Le dimanche 8 avril à 4h15 le matin, à l'église des Dominicains. 2715, chemin de la Côte-Sainte-Catherine.

Renseignements: 341-4817 • www.cebl.org

Université 析 de Montréal





Un rallye sur un campus virtuel. Et une vraie Mazda**3** à gagner. Inscris-toi!



CAMPUS

Projet Campus durable

LA LIGNE VERTE

Avec le projet pancanadien Campus durable, les universités du pays déploient des efforts pour la promotion du développement durable. L'UdeM se joint au mouvement.

Julie ROY

il n'en est qu'à ses balbutiements, le projet Campus durable de l'UdeM est bel et bien sur les rails. « Nous avons élaboré le plan d'action en 2006 et maintenant nous recrutons des participants pour entamer les travaux sur le terrain », explique Josée-Anne Riverin, coordonnatrice du projet à la FAÉCUM.

L'initiative vise à intégrer les principes de développement durable dans la gestion des établissements d'éducation supérieure. Le modèle proposé s'appuie sur une approche participative et multipartite. « Tous les acteurs de la vie universitaire sont conviés à trouver ensemble des solutions respectueuses des considérations sociales, environnementales et économiques », précise Josée-Anne Riverin. La qualité de l'eau et de l'air, la sécurité ainsi que les services alimentaires sur le campus ne sont que quelques-uns des nombreux domaines d'application visés. Dominique Bernard, chargée de projets en consommation responsable chez Équiterre, salue la démarche amorcée à l'UdeM. « Nous œuvrons à inciter les Québécois à choisir des modes de vie qui respectent l'environnement et qui contribuent au tissu social. Campus durable s'inscrit tout à fait en ce sens. »

Si la réussite de Campus durable est tributaire de l'appui de la direction de l'Université, elle repose grandement sur la participation des étudiants et des professeurs. À l'UdeM, huit étudiantes à la maîtrise en urbanisme sont les premières à prendre part au projet. L'une d'elle, Gabrielle Immarigeon, explique : « Nous formons deux groupes chargés d'examiner tout ce qui a trait au transport sur le campus. Nous sommes présentement à la phase de l'évaluation. » Elle estime le projet aussi intéressant que satisfaisant « puisqu'il permet aux étudiants de prendre part au processus décisionnel et de s'impliquer dans l'amélioration du campus ». Cette opinion est partagée par René Parenteau, un professeur en urbanisme ayant intégré le projet Campus durable à son plan de cours de maîtrise sur le développement urbain durable. « La démarche est importante puisqu'elle favorisera l'émergence d'un campus plus vert. Je crois que le projet est promis à un bel avenir à condition que tout le monde se mobilise. »

L'EXEMPLE DE CONCORDIA

Au Canada, une soixantaine d'universités implantent des projets similaires. Parmi elles, l'Université Concordia se distingue particulièrement. Des efforts soutenus y ont permis la mise sur pied de projets relatifs à la promotion du transport durable, à la diminution du gaspillage ainsi qu'à l'établissement d'un système de compostage et d'une serre. « Le projet Campus durable constitue une opportunité extraordinaire pour les étudiants. Il leur permet non seulement de repenser leur milieu de vie, mais aussi de changer les choses à petite échelle », affirme Melissa Garcia Lamarc, coordonnatrice au développement durable de l'Université Concordia.



SOCIÉTÉ

Recherches en neurosciences

ENCÉPHALO-MARKETING

Brian Knutson, professeur en psychologie et neurosciences à l'Université Stanford en Californie, vient de publier le résultat de ses recherches en neuroéconomie, qui suggère que lorsqu'on s'apprête à faire un achat, on est tiraillé entre deux émotions : le plaisir de posséder et le déplaisir de payer. Rien de révolutionnaire. Pourtant, ces résultats pourraient bien changer notre façon de consommer dans les années à venir et la façon de travailler des professionnels du marketing.

Fanny ROLLIN

otre comportement d'acheteur se base non seulement sur un raisonnement conscient, qui pèse le pour et le contre d'un achat, mais aussi sur nos émotions les plus élémentaires, à savoir l'amour et la haine. Déjà au xvine siècle, Adam Smith, le célèbre économiste, pensait que l'économie se conjuguait avec émotion et psychologie. Mais, faute de pouvoir mesurer et évaluer la nature des émotions mises en jeu, les théories économiques avaient oublié cette dimension irrationnelle.

Aujourd'hui, la neuroéconomie est capable de déchiffrer nos émotions grâce à une nouvelle technologie. L'imagerie cérébrale, comme l'imagerie par résonance magnétique (IRM) fonctionnelle, permet aux chercheurs d'examiner les circuits nerveux activés lors d'une expérience. En comparant avec un individu au repos, ils peuvent repérer les zones cérébrales stimulées et en déduire quelles émotions sont concernées.

FAUT-IL AVOIR PEUR DE LA NEUROÉCONOMIE ?

Aux États-Unis, une association de consommateurs doute des bonnes intentions des chercheurs. En décembre 2003, le groupe américain Commercial Alert mettait en garde le Federal Office for Human Research Protections contre les recherches en neuromarketing réalisées à l'université d'Emory, à Atlanta dans l'État de Géorgie. L'étude, menée par le Département de neurosciences, consistait à utiliser l'IRM fonctionnelle pour caractériser l'activité cérébrale d'un consommateur lors de l'évaluation d'un produit, d'un objet ou d'une publicité. Selon Commercial Alert, ces expériences transgressent les lois américaines en matière d'éthique.

Faut-il s'alarmer de telles recherches ? La question se pose d'autant plus que ces recherches se basent

sur du matériel de dernière génération qui coûte très cher et dont les applications ne sont pas encore évidentes. « Mais ce qui inquiète vraiment, c'est la remise en question de la capacité de choisir librement. Si on en vient à déchiffrer les mécanismes inconscients de prise de décisions, on risque de miner la capacité du consommateur à choisir librement », déclare Éric Racine, directeur de l'unité de recherche en neuroéthique à l'Institut de recherches cliniques de Montréal. Néanmoins, « les études en neuroéconomie sont encore à leurs balbutiements. Les techniques des neurosciences, dont l'imagerie médicale, ont encore beaucoup de limites », modère le chercheur. Les études réalisées actuellement touchent des comportements très précis et les mesures effectuées ne sont pas généralisables à tous les sujets, ni à toutes les sociétés. « On est encore loin de pouvoir lire dans les pensées », explique M. Racine. La mise en place de comités d'éthique pourrait aider et accompagner les chercheurs à la pointe des nouvelles technologies.

AU QUÉBEC, ATTRAIT PLUS QUE MITIGÉ

Si on interroge de potentiels utilisateurs de la neuroéconomie, comme les professionnels du marketing du Québec, personne ne semble en avoir entendu parler. « La neuroéconomie me paraît encore trop théorique pour qu'on puisse *l'utiliser* », déclare Céline Berre, vice-présidente de la maison CROP, spécialiste en sondages et études des comportements de consommation. Dans cette entreprise, les recherches se basent sur la psychologie de masse. Dans sa dernière étude sur la psychologie du consommateur québécois, la maison de sondage a soumis 2700 personnes à un questionnaire de 350 questions. Au contraire, la neuroéconomie ne porte que sur un petit nombre de personnes, mais sur une question très précise.

Ce qui inquiète vraiment, c'est la remise en question de la capacité de choisir librement. Si on en vient à déchiffrer les mécanismes inconscients de prise de décisions, on risque de miner la capacité du consommateur à choisir librement

Éric Racine

directeur de l'unité de recherche en neuroéthique à l'Institut de recherches cliniques de Montréal. MONDE

Kabylie

UN QUÉBEC EN AFRIQUE DU NORD

On les côtoie presque quotidiennement, mais on ne les connaît pas. Les Kabyles – dont le plus célèbre représentant est peut-être Zinedine Zidane – sont pourtant très nombreux à Montréal. Souvent considérés comme arabes, ils sont en fait berbères et vivaient au Maghreb bien avant l'invasion arabo-islamique. Isolés dans les montagnes du Nord de l'Algérie, ils font face à des enjeux qui ressemblent étrangement à ceux du Québec.

Thomas GERBET

e salue votre ténacité et votre courage dans la défense de votre culture et de votre autonomie. »
Ces propos de Gilles Duceppe ne s'adressaient pas aux militants du Bloc Québécois, mais aux Kabyles de Montréal, lors de la fête du Nouvel an berbère, en janvier dernier. Il complétait ses propos en leur confiant qu'« avec leur histoire, ils étaient sans doute parmi ceux qui pouvaient le mieux comprendre les aspirations du Québec». En effet, les Kabyles possèdent eux aussi certaines différences avec leurs concitoyens du reste du pays.

LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE DE LA LANGUE

« Nous sommes une minorité berbérophone dans un océan arabophone », explique Saïd Lacene. Beaucoup de Kabyles qui sont allés à l'école avant les années 1970 ne parlent même pas l'arabe. « Aujourd'hui, en Algérie, tout est en Arabe », se désole-t-il. Yahia L'Hocine, professeur à l'École Polytechnique de Montréal et kabyle d'origine, s'attriste lui aussi que la langue kabyle, variante du *tamazight* (la langue berbère), ait « du mal à se transmettre ». Il prend l'exemple de « la quasi absence de budget pour l'enseigner ». Contrairement au Canada où la langue française a obtenu le statut officiel en 1969, l'État algérien ne l'a toujours pas offert à la langue kabyle, pourtant parlée par plus de cinq millions de personnes.

La non-reconnaissance de la langue kabyle a été au cœur des nombreuses manifestations qui ont embrasé la Kabylie depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962. Un an plus tard, alors que chez nous, le Front de Libération du Québec plaçait des bombes dans les boîtes aux lettres de Montréal, en Algérie, le Front des Forces Socialistes (FFS) prenait la tête du premier soulèvement nationaliste kabyle, réprimé dans le sang. En 1980, des manifestations d'étudiants kabyles sont là aussi sévèrement matées par l'armée. « Des milliers de militaires avaient été envoyés et des chiens avaient été lâchés jusque dans les chambres étudiantes », raconte Saïd Lacene.

En 1998, le vote d'une loi généralisant l'usage de la langue arabe à tous les services ainsi que l'assassinat du chanteur Lounès Matoub, symbole de la défense de la culture kabyle, provoquent de nouvelles manifestations. Pour Saïd Lacene, la revendication demeure d' « avoir notre place dans notre pays ». Pour faire

barrière à ces revendications nationalistes, le président Bouteflika peut compter sur le soutien des Berbères du reste de l'Algérie. Pour M. L'Hocine, « ce sont les pires, c'est un peu comme Trudeau et les francophones d'Ottawa ».

LA CRÉATION D'UN « PQ KABYLE »

L'autonomie, c'est justement ce que propose le MAK (Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie), créé à la suite de nouveaux événements sanglants en 2001. À sa tête, le chanteur Ferhad Mehenni. En octobre 2006, ce dernier est venu au Canada et a rencontré Gilles Duceppe et deux députés du Parti québécois. Pour Yahia L'Hocine, même si ce combat autonomiste « est surtout mené par l'intelligentsia (...), c'est une sorte de PQ kabyle qui a vu le jour ». Sont-ils eux aussi indépendantistes? Pour Mohammed Nekili, président d'honneur de l'AIFA (Association Internationale pour la Fraternité Amazigh), « même s'ils ne le disent pas ouvertement, cela ne fait aucun doute ». Cependant, M. L'Hocine pense que «l'indépendance est encore loin avec un pouvoir en place qui veut assimiler, voire même aliéner les Berbères de Kabylie ».

DES MUSULMANS LAÏQUES

L'assimilation arabo-islamique des Berbères a commencé il y a plus de mille ans. Même s'il subsiste des Berbères chrétiens ou juifs, beaucoup se sont convertis à l'islam. Mais là aussi, même dans la pratique de cette religion commune, la Kabylie se démarque du reste de l'Algérie. « La laïcité est le point cardinal de notre pratique religieuse », explique M. L'Hocine. Cette spécificité se retrouve dans la vie quotidienne où le voile, par exemple, n'a pas été imposé aux femmes. Pour M. L'Hocine, les origines de cette particularité sont dans le fait que « le Berbère est une langue laïque, contrairement à l'Arabe qui est la langue du Coran ».

Les Kabyles, qui se donnent le nom de *Imazighen* (« hommes libres ») continuent donc leur périlleux chemin vers plus de reconnaissance, voire d'autonomie. Un parcours d'autant plus difficile que la Kabylie souffre ces temps-ci d'une vague d'attentats sur ses terres. Quand on évoque ces épisodes, Mohammed Nekili lance « *vous savez, la Kabylie, c'est beau comme la Suisse, la sécurité en moins* », avant de conclure d'un très québécois: « *Anyway, il n'y a pas de pays parfait!* ».

SOCIÉTÉ

Le recours collectif, une manne pour les avocats ?

COURSE AUX RECOURS

Le nombre de recours collectifs a augmenté considérablement depuis qu'ils ont été instaurés au Québec en 1979. Des juristes font même la course jusqu'au palais de justice afin d'être les premiers à déposer une demande de recours collectif.

Stéphanie MARIN

ertains critiques avancent que les recours collectifs se sont multipliés, car ils sont rentables pour les avocats. Ils affirment même que certains créent des litiges qui n'auraient pas existé autrement. Certains recours intentés seraient même carrément abusifs. M° Gérald Tremblay, un avocat qui représente surtout des compagnies en défense, estime que le système actuel favorise davantage les avocats que les victimes : « Ce sont les avocats qui vont trouver une victime et qui disent : prêtemoi ton nom et je m'occupe du reste. L'avocat devient la partie. »

M° Jean Bernier, président du Fonds d'aide aux recours collectifs, ne croit pas que les recours collectifs soient devenus trop fréquents et souligne que seulement la moitié d'entre eux ont été autorisés l'an dernier, pour un total de 75. Ceux qui sont abusifs ne sont pas autorisés. « Si le recours collectif est devenu accessible, c'est une bonne chose, croit M° Philippe Trudel, un avocat qui représente des victimes. Cela signifie plus d'accès à la justice. » M° Trudel et M° Bernier

s'accordent pour dire qu'il existe un lobby très bien organisé des avocats en défense qui répète *ad nauseam* que l'augmentation des recours collectifs est une catastrophe, afin de prévenir des litiges à l'encontre de leurs clients, de grosses compagnies.

Certaines pratiques laissent cependant penser que ce type de recours est réellement rentable. Par exemple, lorsqu'un scandale éclate dans les médias, nombreux sont les avocats qui travaillent toute la nuit pour se présenter dès l'aube au palais de justice pour y déposer la demande de recours collectif. Le premier arrivé gagne : il est désormais en charge du recours. De plus, certains avocats d'ici sont maintenant abonnés à des services payants d'envoi de courriels pour signaler les recours collectifs intentés aux États-Unis : il ne leur reste ensuite qu'à trouver une victime pour représenter le groupe. Pour ce faire, ils envoient des courriels à leurs collègues et connaissances: « Connaissez-vous quelqu'un qui a utilisé le *médicament XYZ?* ». Patrick Ouellet, un avocat qui fait des recours collectifs aussi bien en demande qu'en défense, et Me Trudel conviennent que de telles pratiques existent, mais qu'euxmêmes n'utilisent pas ces services « d'information » qui, de toute façon, ne sont pas garants du succès du recours.

Relativement à la rentabilité des recours collectifs, Me Bernier souligne que les avocats investissent beaucoup d'argent de leur propre poche pour financer le litige. Une pratique légale, selon le Code de déontologie. Les avocats conviennent d'une entente d'honoraires

avec leurs

clients ; il s'agit généralement du paiement de 20 à 30 % du montant obtenu. Cette somme est remise à l'avocat seulement si la cause est couronnée de succès, sinon, il ne reçoit rien, malgré toutes les dépenses qu'il a payées pendant des années. Mais s'il gagne, il peut obtenir des honoraires de l'ordre du million de dollars. « Si

GAULEJAC

ILLUSTRATION: CLÉMENT DE GAULEJAC

tu gagnes, il est normal que tu puisses aller chercher plus que ton temps travaillé. Il faut que cela compense pour le risque de n'être pas payé. Cela peut être très lucratif, mais c'est aussi très risqué. Mais quand ça paie, ça paie!», constate Me Patrick Ouellet.

Le Code de déontologie des avocats prescrit à ceux-ci d'éviter de donner à l'exercice de la profession un caractère de lucre et de commerce, et de s'abstenir de « rechercher, dans le but de les représenter, des personnes qui pourraient exercer des réclamations en justice ». Me Nicole Dufour, du service de recherche et de législation du Barreau, estime que ces nouvelles pratiques donnent à réfléchir. « Normalement, ce sont les victimes qui contactent les avocats, et non pas l'inverse! », souligne-t-elle.

Pourtant, pour Me Trudel, il importe peu qu'au départ ce soit l'avocat qui approche la victime ou vice-versa : l'important est de savoir si le recours est fondé ou non. « Il est vrai que dans certains cas, l'avocat peut être le moteur du recours collectif », admet Me Trudel. Il cite en exemple le recours contre les cols bleus de la ville de Montréal qui n'ont pas déneigé les trottoirs de la ville pendant trois jours. Me Trudel a entendu sur une ligne ouverte d'une station de radio des gens qui appelaient pour raconter leurs nombreux accidents. Il a alors contacté la station et a laissé son nom pour offrir ses services. Me Trudel pense que cette situation est tout à fait conforme et il se voit comme un auxiliaire de la justice.

Le recours collectif est un instrument de justice sociale. Me Trudel ne nie pas que l'aspect financier des recours collectifs soit important, mais qu'il ne peut s'agir de l'unique motivation, car pour certains dossiers, après des années de travail, il ne reçoit pas un sou. Il trouve que le recours collectif est important, parce qu'il fait cesser certaines pratiques illégales : « Dans le cas des cols bleus, ça leur envoie un message qu'ils ne peuvent pas prendre la population en otage »

RECOURS COLLECTIFS 101

La Loi sur les recours collectifs, entrée en vigueur au Québec en 1979, est l'une des plus précises et des plus structurées au monde.

Stéphane WAFFO

e recours collectif est une procédure qui permet à une personne de porter une cause en justice au nom de toutes les personnes qui ont le même problème. » Comme il est mentionné sur le site du gouvernement du Québec, tout demandeur doit être « représenté par un avocat ». Le problème doit être « commun à plusieurs personnes » et il faut « démontrer que la cause est sérieuse ». Une fois ces critères respectés, un juge de la Cour supérieure du Québec peut alors autoriser le recours collectif. Puisque parfois, la demande peut s'avérer onéreuse, un fonds d'aide au recours collectif a été prévu dans le cadre de la législation.

RESPECT DU CONSOMMATEUR

Pour Jean Saint-Onge, avocat spécialisé à la firme Lavery, de Billy, à Montréal, on peut distinguer deux catégories de demandeurs : les associations de consommateurs et les requérants qui font affaire avec des bureaux d'avocats qui se spécialisent dans le domaine et qui intentent une demande aux noms de requérants. Jannick Desforges est avocate et responsable du service juridique du mouvement Option consommateurs. Selon Me Desforges, puisque seulement « 10 % de la population a accès à l'aide juridique et qu'environ 10 % sont capables de se payer un avocat » — le taux horaire moyen étant de 160 \$ l'heure — le recours collectif s'avère une alternative de choix. D'autres avantages sont aussi à considérer. Pour un consommateur qui réclame le remboursement d'une surfacturation de 5 \$ par exemple, tout recours

individuel serait hors de prix. Le recours collectif devient alors un «véhicule procédural très intéressant, croit M° Desforges. On peut aller chercher un préjudice individuel qui est minime, mais qui, collectivement, rapporte des millions ». Sur la quarantaine de cas traités par Option consommateurs depuis 1987, une vingtaine ont pu être réglés — soit par règlement à l'amiable, soit par décision favorable — tandis que les autres sont soit en appel, soit en examen. Le cas des compagnies de crédit qui facturent des frais d'intérêt exorbitants et d'autres frais cachés aux consommateurs constitue un exemple de recours collectif présentement en examen.

DÉLAIS VARIABLES

Jean Saint-Onge, de Lavery, de Billy, estime que « la procédure est généralement plus rapide au Québec que dans les autres provinces ». Toutefois, M^{me} Desforges est plutôt d'avis que le processus est lent et « qu'il peut prendre facilement quatre ou cinq ans ».

Si, dans les autres provinces canadiennes, des lois similaires ont été adoptées, ce n'est pas le cas ailleurs dans le monde. Les États-Unis sont le seul autre pays à avoir un outil juridique proche de celui décrit par la Loi sur les recours collectifs. M. Saint-Onge souligne que l'Italie et l'Allemagne ont aussi des outils juridiques similaires, à la différence que là-bas, « le but est de permettre à un individu ou un groupe de consommateurs d'intenter une action au nom de plusieurs personnes ». En France, un projet de loi avait été préparé l'an dernier, mais il a été abandonné depuis.

SOCIÉTÉ

Poursuites stratégiques contre la mobilisation populaire

LES SLAPP SAPENT LA MOBILISATION CITOYENNE

Encore peu répandues au Québec, les SLAPP – l'acronyme pour « Strategic Lawsuits Against Public Participation » – sont des poursuites en justice intentées par des compagnies contre un citoyen ou une association en réponse à une poursuite préalable de ces derniers. Le mouvement Citoyens, taisez-vous demande au prochain gouvernement de mettre en place une loi anti-SLAPP au Québec.

Fanny ROLLIN

epuis novembre 2005, l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) et le Comité de restauration de la rivière Etchemin (CRRE) sont poursuivis en justice pour une somme de 5 millions de dollars par la société American Iron and Metal (AIM). AIM accuse ces associations environnementales de vouloir nuire à sa réputation avec de fausses accusations. Cette poursuite fait suite aux mesures prises par ces deux associations pour arrêter les travaux d'AIM sur son site d'exploitation de Lévis.

Constatant des infractions à la Loi sur la qualité de l'environnement du Québec, l'AQLPA et le CRRE ont saisi le ministère de l'Environnement du Québec et la Cour supérieure du Québec. Deux rapports des Laboratoires d'expertise du Québec, déposés en décembre 2005 et en février 2006, confirment les contaminations de l'environnement suite aux activités d'AIM sur ce site. Si le juge Godbout, de la Cour supérieure, a donné raison à l'AQLPA et au CRRE en juillet 2006 en confirmant que leurs allégations étaient « justifiées », la poursuite d'AIM pèse toujours contre elles.

« Plus le temps passe, plus nous perdons de l'argent et la possibilité de continuer notre combat contre AIM», déplore Daniel Breton. Le principal but des SLAPP est de décourager les associations communautaires qui les subissent en retardant le processus judiciaire par des requêtes et multiples délais successifs. Ces retards répétés, commandités par les entreprises attaquées, favorisent ces dernières. Les compagnies ont les moyens financiers de retarder les procédures, alors qu'un citoyen ou une association ne peut pas faire face aux frais d'avocat vertigineux nécessaires à la poursuite d'un procès.

« Les SLAPP menacent la mobilisation et la liberté d'expression des citoyens et des associations communautaires. » Voici le message du mouvement Citoyens, taisez-vous, lancé par des groupes écologistes québécois. André Bélisle, le président de l'AQLPA et du CRRE, se fait porte-parole des victimes des SLAPP au Québec. Il



reproche au gouvernement québécois de ne pas protéger les associations comme les siennes contre les poursuites abusives.

Aujourd'hui de nombreuses personnalités le soutiennent publiquement, tel Richard Desjardins, fondateur d'Action Boréale, Me Julius Grey, avocat de renom, et des hommes politiques, comme Amir Khadir, de Québec Solidaire, Scott McKay, du Parti vert du Québec et Christian de Serres, de l'ADQ. « Nous voulons faire connaître cette épée de Damoclès qui menace la *liberté d'expression* », explique Daniel Breton, du mouvement Solidarité AQLPA-CRRE. « Il y a six mois, personne ne savait ce qu'étaient les SLAPP. Aujourd'hui, la mobilisation dépasse les frontières de l'environnement et obtient le consensus au sein des partis politiques », se réjouit M. Breton.

ACTIONS DU GOUVERNEMENT

Le 6 octobre dernier, Yvon Marcoux, le ministre de la Justice du Québec,

mettait sur pied un comité d'experts pour étudier la possibilité de création d'une loi anti-SLAPP au Québec. Sous la responsabilité du professeur Roderick A. Macdonald, titulaire de la Chaire F.R. Scott en droit public et constitutionnel de l'Université McGill, le comité a remis ses conclusions vendredi 16 mars au ministère de la Justice. « Nos conclusions se basent sur une centaine d'articles de revues juridiques, des lois de presque 45 États à travers le monde ainsi que sur des documents de l'Union européenne et de l'ONU», précise M. Macdonald. Aucune date n'est encore connue pour la publication officielle de ce rapport.

« Les SLAPP sont un cas parmi d'autres d'inégalité face à l'accessibilité de la justice au Québec, déplore Mº Julius Grey, avocat de l'AQLPA et du CRRE. La justice devient illusoire pour les personnes qui n'ont pas les moyens de se défendre. » Mº Julius Grey demande un nouvel amendement ou une nouvelle loi adaptée aux besoins du Québec. Yvon Marcoux se défend de l'inexistence d'une loi anti-

SLAPP au Québec. « Le phénomène des poursuites abusives est relativement récent au Québec et il touche différents secteurs dont l'environnement, la consommation et les affaires municipales », explique le ministre dans un communiqué.

De son côté, le ministre de l'Environnement du Québec, Claude Béchard, a demandé au Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) de mettre en place une formation destinée aux organismes environnementaux et aux comités de citoyens afin qu'ils évitent de se retrouver sous le coup d'un SLAPP. Cette formation commencera début avril à Montréal et devrait s'exporter dans quatre ou cinq villes à travers le Québec dans les semaines à venir.

UNE JUSTICE À DEUX VITESSES ?

La juge en chef de la Cour suprême du Canada, Beverley McLachlin, a dénoncé le 8 mars dernier les délais trop longs et une justice trop dispendieuse pour la classe moyenne. Le juge Jean-Louis Baudoin de la Cour d'appel du Québec a appuyé sa collègue le lendemain en précisant dans l'émission de Michel Désautels, à Radio-Canada, qu'« en caricaturant, on peut dire qu'à l'heure actuelle, les personnes qui peuvent se payer un procès sont soit les personnes riches, donc les personnes morales et les grosses compagnies, soit les personnes qui ont moins de moyens; mais qui bénéficient de l'aide juridique».

« Il faut adopter une nouvelle résolution rapidement et permettre que le paiement des frais d'avocat ne soit pas à la charge des victimes de SLAPP », estime Me Julius Grey. Le célèbre avocat dénonce une justice à deux vitesses privilégiant les plus riches. « C'est la classe moyenne qui en pâtit le plus, car elle ne bénéficie pas de l'aide juridique. Quand une personne est attaquée, elle n'a pas les moyens de se défendre et elle ne peut plus faire de demande d'assurance ou d'hypothèque », insiste Me Grey. Il appuie le mouvement Citoyens, taisezvous dans sa demande de création rapide d'une loi anti-SLAPP au Québec.

MONDE 3745 ème Norooz

CÉLÉBRATIONS MILLÉNAIRES

Les Iraniens, peu importe où ils se trouvent dans le monde, célèbrent le Norooz, le nouvel an iranien. Cette année, le 20 mars, le passage au nouvel an a eu lieu à 20 h 07, heure montréalaise. En fait, l'Iran est le seul pays musulman qui n'a pas rompu avec son passé préislamique.

Pasha JAVADI et Hanieh ZIAEI

1 y a plus de 3700 ans, les peuples d'Iran, d'Azerbaïdjan, d'Afghanistan, du Pakistan, de Turquie, d'Albanie, de Georgie, du Turkménistan, d'Ouzbékistan, du Kirghizstan et du Kazakhstan célébraient l'arrivée du printemps et Norooz, le jour du Nouvel an, qui prend place le premier jour du printemps, le 21 mars. La célébration de Norooz trouve ses racines dans la mythologie persane et le zoroastrisme, la première religion monothéiste de la Perse antique. Au fil du temps, Norooz a

réussi avec succès à s'adapter aux changements qu'a connu le pays et s'est islamisé par la suite. Cette célébration est aujourd'hui acceptée par la République islamique d'Iran et les dignitaires du régime actuel.

Quelques jours avant le Nouvel an, c'est le grand nettoyage du printemps, le *khaneh takani*. Cette tradition trouve ses racines dans la pensée zoroastrienne selon laquelle les anges gardiens, les *fourohars*, viennent sur terre cinq jours avant le Nouvel an afin de rencontrer les hommes. C'est la raison pour laquelle ils effectuent un net-

toyage complet de leurs demeures, s'habillent avec des vêtements neufs et achètent des fleurs, afin de souhaiter la bienvenue aux anges gardiens.

Le dernier mercredi de l'An, les Iraniens célèbrent le *chahar shanbe suri*. La fête consiste à faire du feu en plein air et à sauter par dessus les flammes en citant une expression bien spécifique « *zardie man az to, sorkhie to az man* », qui signifie « *je jette mes douleurs au feu et je prends la chaleur de ses flammes* ». Bien que la symbolique du feu soit très présente chez les zoroastriens, la fête du dernier mercredi de l'an n'existe que depuis l'avènement de l'Islam.

Ensuite, vient le moment de dresser la table du Nouvel an. Celle-ci comprend des éléments symboliques, que les Iraniens nomment le *baft sin*. Les différents membres de la famille se réunissent, au moment du passage à la nouvelle année, autour de la table dressée à cette occasion et formulent leurs vœux du Nouvel an. Après le passage à la nouvelle année, les vœux sont échangés entre les membres de la famille. La tradition veut que ce soit toujours aux aînés de donner un présent, le *eydi*, aux plus jeunes. Il

s'agit habituellement de billets de banque neufs.

Le eid didani est une des plus belles traditions iraniennes. Après le réveillon, les Iraniens vont à la rencontre de leurs familles et de leurs amis proches ou éloignés pour souhaiter les vœux du Nouvel an. Les visites prennent place en premier lieu chez les plus aînés de la famille (les grands-parents par exemple) ou bien chez les personnes qui ont perdu un membre de leur famille durant l'année écoulée. Pour les Iraniens qui se trouvent loin de leur famille, c'est entre amis qu'ils se réunissent dans une maison ou partent à des soirées orga-

nisées par des associations iraniennes. Cette année, par exemple, une soirée a été organisée au sein de l'Université Concordia.

Les rencontres ont lieu jusqu'à la fin des congés du nouvel an, d'une durée de deux semaines. Les hôtes reçoivent leurs invités chaleureusement et s'échangent leurs meilleurs vœux autour d'un thé avec des pâtisseries spécifiques pour le nouvel an. La célébration du Nouvel an se termine avec le *sizdah be dar*, le 13° jour du nouvel an. Le nombre 13 étant un chiffre porte-malheur, les Iraniens évitent de rester à l'intérieur de leur maison et organisent des activités extérieures.

La table du Nouvel an

SABZEH: germes de blé, orge ou lentille poussant dans un plat

(symbolisant la renaissance)

SAMANU : un gâteau très sucré fait de germe de blé (l'abondance)

SENJED : le fruit séché du jujubier (l'amour) **SÎR** : les bienfaits nutritionnels de l'ail (médecine)

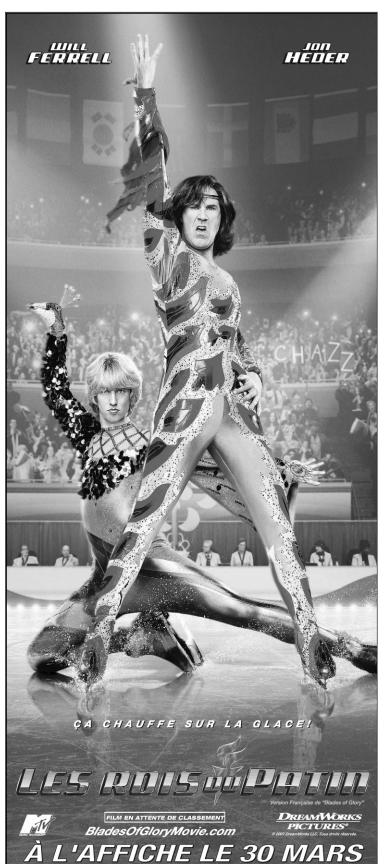
SÎB: pommes (beauté et santé)

SOMAQ: baies de sumac (lever du soleil)

SERKEH: vinaigre (l'âge et la patience)

SONBOL: l'odorante fleur de jacinthe (l'arrivée du printemps)

SEKKEH: pièces de monnaie (prospérité et santé)



WWW.MCC

Pren

McGill
dans

mai, ju

McGill McGill

Une université d'ici, d'envergure mondiale!

Au-delà de 6 000 étudiants francophones préparent leur avenir sur le campus de McGill...

Venez voir ce qui les inspire!

www.mcgill.ca/summer

Prenez une longueur d'avance sur la session d'automne en tirant pleinement profit de votre été.

McGill vous propose plus de **300 cours intensifs** dans une multitude de disciplines, offerts en **mai, juin ou juillet.**

Page 16 QUARTIER LIBRE - Vol. 14 • numéro 14 • 28 mars 2007

MONDE

Abdullah Öcalan publie Écrits de prison : les racines de la civilisation

PEUPLE NIÉ?

Le 1^{er} mars, des manifestants kurdes ont investi le siège des Nations unies à Genève afin de protester contre l'empoisonnement supposé du séparatiste kurde Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis 1999. Cet incident, mêlé à la publication de son dernier ouvrage, fait ressurgir la question kurde en Occident.

Alexandra HERPIN

a santé de M. Öcalan est régulièrement l'objet de rumeurs. Âgé ■ de 58 ans, il purge actuellement une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali, près d'Istanbul. Il demeure malgré tout un personnage influent au sein du Parti des travailleurs kurdes (PKK), une organisation politique qui combat pour l'autonomie des Kurdes depuis 1984. L'arrestation d'Abdullah Öcalan, en 1999, « a eu un effet de surprise pour les membres du PKK, souligne Hamit Bozarslan, maître de conférences à l'EHESS en France. Si l'organisation s'est reconstituée autour d'un conseil de présidence, Abdullah Öcalan demeure, encore

Rappels géographique et historique

En Turquie, les Kurdes représentent 15 millions de personnes sur une population de 67 millions d'habitants, soit plus de 20 % de la population totale. Ils vivent sur un territoire de 230 000 km² au sud de la Turquie. Depuis 1984, plus de 40 000 personnes ont perdu la vie dans les tractions qui opposent Kurdes et Turcs.

aujourd'hui, le héros national et une figure sacrée pour beaucoup de Kurdes. » À l'inverse, « pour de nombreux Turcs, M. Öcalan est un terroriste et il fait peur », précise François Bugingo, journaliste spécialiste des grands conflits et collaborateur de Reporters sans frontières.

LES KURDES, UN PEUPLE NIÉ

Pour Hamit Bozarslan, « c'est en Turquie que la politique de négation est la plus poussée. Les Kurdes n'en sont toutefois pas les seules victimes: Assyriens, Arméniens, Grecs, Lazes, Alevis en ont subi les conséquences ». En Turquie, parler kurde est un crime puni par la loi. Le mot « kurde » y est d'ailleurs banni, c'est pourquoi les Kurdes sont désignés par l'expression « Turcs des montagnes ».

En Turquie, la liberté d'expression a également ses limites. Selon Hamit Bozarslan, « il existe au sein du gouvernement une nette fermeture envers les minorités » et donne l'exemple d'Ahmet Türk, le chef du principal parti pro-kurde de Turquie. Ce dernier a été condamné à six mois de prison ferme pour avoir parlé d'Abdullah Öcalan en le nommant « Monsieur Öcalan ». Pour sa part, François Bugingo, rappelle l'assassinat

d'Hrant Dink, rédacteur en chef d'Agos, un hebdomadaire arménien. « Remettre en question la nation ou l'identité turque est puni par la loi : de nombreux journalistes et intellectuels sont emprisonnés en Turquie » rappelle François Bugingo.

Face à cette intolérance, une certaine frange de la classe politique turque tente de se faire entendre afin de favoriser le dialogue entre les minorités ethniques. François Goudreau, auteur d'articles sur la Turquie à l'Institut d'études internationales de Montréal, estime que « certains dirigeants voient que le problème des minorités en Turquie est un obstacle aux critères nécessaires à respecter en vue de l'intégration de nouveaux États au sein de l'Union européenne, soit les critères de Copenhague. La Turquie se fait en effet régulièrement reprocher de ne pas respecter suffisamment les droits de l'Homme, principalement dans le traitement de leurs minorités ethniques. » Cette élite intellectuelle doit cependant faire face à l'intransigeance des nationalistes supportés par « une population peu informée qui soubaite le statu quo », remarque François Bugingo. Il en effet très difficile d'informer la population dans un pays où remettre en question l'idéologie dominante est puni par la

La création d'un Kurdistan indépendant

Le Kurdistan n'a pas de frontières. Jusqu'à la chute de l'Empire ottoman ce pays était indiqué sur les cartes. Aujourd'hui il n'existe plus. Selon François Bugingo, « si les Kurdes veulent un État, c'est davantage par dépit devant le refus du gouvernement turc de leur accorder une reconnaissance identitaire et culturelle: ils veulent une reconnaissance au sein d'une Turquie forte. » « La création d'un État poserait davantage de problèmes que de solutions puisqu'il faudrait également s'entendre avec les pays voisins, l'Irak, l'Iran et la Syrie » ajoute le journaliste. En Irak, à la suite d'un référendum informel, « 92 % de la population kurde s'est exprimée en faveur de la création d'un Kurdistan indépendant. On peut penser que les Kurdes de Turquie réagiraient de la même manière. Cependant, en ce moment, le PKK ne revendique pas l'indépendance. Les conditions politique, géostratégique et pragmatique n'étant pas réunies, le PKK préfère une structure fédérale à l'indépendance » précise Hamit Bozarslan.

Au niveau international, l'Europe est sans doute plus encline à reconnaître le peuple kurde que les États-Unis : « l'Europe n'oublie pas que le PKK a posé des actes terroristes, elle ne considère pas pour autant la cause kurde comme étant une cause terroriste. L'Europe, contrairement aux États-Unis, demande à la Turquie de reconnaître la question kurde » souligne François Bugingo.

Les limites de la liberté d'expression en Turquie

L'article 301 du code pénal turc permet des condamnations pour «dénigrement» de l'État, de l'armée ou des forces de sécurité. Ainsi, écrivains, journalistes ou intellectuels qui expriment des opinions contraires à l'idéologie dominante peuvent encourir des poursuites judiciaires.

MONDE

Brèves

POLITIQUE VERTE?

Le 26 mars, la présidente du Chili, Michelle Bachelet, présentait des excuses publiques aux résidents de Santiago pour les désagréments engendrés par le nouveau système de transport de la capitale, le Transantiago. Les réformes — qui visaient notamment à réduire la pollution — avaient en effet provoqué la colère des habitants, qui avaient vus le nombre de bus circulant dans la métropole diminués. Quatre ministres, dont le ministre des Transports, Sergio Espejo, ont ainsi été révoqués.

Source : La Nacion

LA FIN DE LA FRANCOPHONIE?

Quarante-quatre écrivains signaient récemment, dans les pages du quotidien Le Monde, un manifeste intitulé Pour une «littérature-monde» en français, où ils annoncent la mort de la «francophonie»: «Soyons clairs, écriventils, l'émergence d'une littérature-monde en langue française consciemment affirmée, ouverte sur le monde, transnationale, signe l'acte de décès de la francophonie. Personne ne parle le francophone, ni n'écrit en francophone. La francophonie est de la lumière d'étoile morte. Comment le monde pourrait-il se sentir concerné par la langue d'un pays virtuel ?» Parmi les signataires de ce manifeste, notons Amin Maalouf, Alain Mabanckou, Wajdi Mouawad, Dany Laferrière, Jacques Godbout et Nancy Huston.

Source: Le Monde

CULTURE

EAU PORTABLE

Marie-Michèle GIGUÈRE

ur l'île de Florès, en Indonésie, l'eau potable fait l'objet d'une quête quotidienne. *Le porteur d'eau*, magnifique documentaire de Pascal Gélinas, retrace le parcours d'hommes et de femmes qui, chaque jour, travaillent ardemment afin de rendre cette ressource accessible. Son film nous montre les petites embûches et les grandes victoires de cette organisation qui a déjà permis à plus de trente villages de se doter d'un système d'eau potable.

Le porteur d'eau, c'est aussi un homme, Gilles Raymond. Ce Québécois, désillusionné de l'aide humanitaire mais aussi conscient des défis auxquels faisait face la population de Florès, s'est installé parmi elle et travaille depuis à l'installation de systèmes d'eau potable sur l'île. De village en village, il traque les sources dans les montagnes

Documentaire

et, grâce à la gravité et à un système de tuyaux rudimentaire, achemine l'eau jusqu'aux villages. Ce travail, il le fait avec l'aide des paysans de chacun des villages, qu'il souhaite voir se prendre en main. Ainsi, les familles s'organisent, se cotisent, afin d'acheter les tuyaux et le ciment nécessaires à la mise en place des points d'eau. Et lorsqu'ils sont complétés, c'est le quotidien du village qui se voit transformé. Il faut voir ces fillettes qui se brossent les dents avec plaisir; le sourire des femmes qui n'ont plus à consacrer plusieurs heures, chaque jour, pour aller chercher de l'eau; le bonheur des hommes qui parviennent, enfin, à faire pousser quelques légumes dans une terre autrefois si sèche.

Toutefois, ce qui fascine dans ce récit, ce ne sont pas tant les prouesses techniques, mais le courage de cet homme, seul blanc à des kilomètres à la ronde, qui ose prendre sa place et faire bouger les choses sur une terre qui n'est pas la sienne. C'est que Gilles Raymond aspire pour eux à plus qu'une source d'eau potable accessible : il veut les voir autonomes. Un exemple de solidarité, certes, mais surtout de respect.

Le Porteur d'eau est actuellement à l'affiche au Cinéma Beaubien et sera présenté au Cinéma du Parc dès le 30 mars.

La conteuse Renée Robitaille présente *Hommes de Pioches*

PAROLES DE MINEURS

En Abitibi, dans la région de Val d'Or, il n'y a que du bois et des mines. Des bûcherons, et des *Hommes de pioches*. Renée Robitaille, conteuse aux boucles brunes, est allée écouter, découvrir, enregistrer et aimer toute une « gang » de mineurs. Elle livre leur parole et leurs anecdotes dans un nouveau spectacle, à Montréal à partir du 1^{er} mai.

Julie DELPORTE

on grand-père était mineur, et chaque fois que je retourne en Abitibi, parce que je viens de là, je m'aperçois que c'est quelque chose qui m'habite. » Il y a deux ans, Renée Robitaille est partie sur, mais surtout sous, la terre de ses racines. Elle est descendue bien bas, dans les villes-mines: « Il fait tellement noir là-dessous, t'as juste une petite lampe pour t'éclairer; t'es comme une taupe! »

À 32 ans, maman deux fois, la conteuse Renée Robitaille quitte le monde féminin dont elle a toujours nourri ses créations — depuis ses Contes coquins pour oreilles folichonnes jusqu'à ses histoires d'accouchement dans La Désilet s'est fait engrosser par un lièvre — pour se pencher sur les hommes. «Ce sont des personnages!», s'exclame-t-elle, en insistant bien sur le mot. «Autant la mine est un monde d'hommes durs, bruts, avec une force physique incroyable, autant ces hommes sont vulnérables.» Elle a rencontré une



douzaine de gars, qui la traitaient comme une petite princesse, lui payant son café « avec un bill de cent »

Elle est rentrée avec cette joie dans l'âme: « *C'est magnifique un homme*

qui raconte sa vie. » Et toute une file d'anecdotes, souvent comiques et souvent tendres, qu'il lui a fallu filer pour construire son spectacle. « Je m'attendais à ce qu'il y ait des histoires de drame sous la terre, comme les clichés que l'on a des mines, sans doute à cause de Germinal. En fait, leurs drames se passent sur la terre », raconte Renée Robitaille.

La ville de Val d'Or a poussé en 1934, « comme un champignon » : les immigrants arrivaient en masse et devenaient mineurs, pendant que les locaux travaillaient le bois. Il y avait

environ huit femmes pour un homme, alors, « c'était un joyeux bordel ». C'est ce que conte Hommes de pioches, mêlant les recherches de son auteure sur la naissance du syndicalisme, avec les bouts de vie des mineurs de fond qu'elle a empilés dans sa besace. « Je suis allée chercher les vrais mots de ces gens-là, mais c'est avec les livres que j'ai trouvé les images et les données plus techniques pour bien enraciner la dimension bistorique. »

Renée Robitaille a étudié en communication, « pour avoir un beau travail, bien comme il faut ». En faisant sa maîtrise sur le renouveau du conte au Québec, elle est montée sur les planches, juste pour voir. Dès la deuxième fois, le directeur d'un festival lui a proposé de conter pour lui. Elle n'a plus arrêté depuis. Son nom a doucement quitté la relève pour s'asseoir dans le monde des contes au féminin. « On n'est pas bien nombreuses!», précise-t-elle. À présent, les conteuses plus jeunes qui veulent avoir des bébés l'appellent pour savoir comment gérer famille et carrière.

> Hommes de pioches, Studio de la place des arts, du 1^{er} au 5 avril.



Une université d'ici, d'envergure mondiale!

Au-delà de 6 000 étudiants francophones préparent leur avenir sur le campus de McGill...

Venez voir ce qui les inspire!

www.mcgill.ca/summer



Prenez une longueur d'avance sur la session d'automne en tirant pleinement profit de votre été.

McGill vous propose plus de **300 cours intensifs** dans une multitude de disciplines, offerts en **mai, juin ou juillet.**

Page 18 QUARTIER LIBRE - Vol. 14 • numéro 14 • 28 mars 2007

Lecture

Petites morts entre amis

Avec *Mises à mort*, Suzanne Myre met sa plume vive et aiguisée au service de récits qui puisent dans nos craintes et nos angoisses, à la fois collectives et personnelles. Chacune des petites « *mises à mort* » qui composent son cinquième recueil de nouvelles tangue entre l'expression d'une réalité crue et la matérialisation de peurs fantasques.

Une histoire d'un soir qui se termine mal, la fin d'une illusion, la disparition d'un amoureux... C'est un bien sombre univers que celui de ce recueil, parsemé de dénouements, de déclins, de morts et de meurtres — au figuré parfois, mais bien souvent au sens propre. Pourtant, les mots, eux,



y semblent d'autant plus vivants, comme s'ils luttaient pour faire transparaître la vie à travers ces récits durs.

Incisive, l'écriture de Suzanne tenaille la réalité à coups d'ironie et d'élans froidement lucides. Si certains récits glacent parfois le sang — vampirisant certaines craintes obscures qui nous habitent — ils évitent les détours affligés et les envolées dramatiques, préférant un style direct et des descriptions qui, par leur maîtrise, évoquent ce que nous aurions sans doute préféré ne pas voir

Mises à mort – lorsque l'on a le courage de l'ouvrir et de ne pas le refermer – est un univers en soit. Pas très accueillant, certes, mais pertinent. À découvrir.

Mises à mort, Suzanne Myre, Éditions du Marchand de feuilles.

L'interviewé

CONTEURS INTIMES

André Lemelin dirige le festival de conte De bouche à oreille qui investit du 3 au 8 avril une dizaine de lieux à Montréal, dont principalement des cafés. À contre-courant des événements dont l'ambition est de grandir, De bouche à oreille rêve de devenir amateur. Entretien avec un diseur de menteries qui, pour rien au monde, ne conterait dans un micro.

Propos recueillis par Julie DELPORTE

Quartier Libre : C'est la 5^e édition du festival De bouche à oreille. A-t-il beaucoup évolué depuis ses débuts?

André Lemelin: Oui! La première année, on était à la Sala Rossa pendant cinq soirs. Il y avait donc une scène, un éclairage, un son amplifié. Puis, progressivement, le festival s'est tourné vers l'intime. Il y a deux ans, on avait encore une soirée à La Tulipe avec 450 personnes, l'année passée, la soirée de clôture était au Kola Note avec 250 personnes. Mais je sens que ce n'est plus ce que je veux faire, cela ne me correspond plus. Cette année nous avons privilégié les petits lieux et le rapprochement entre les individus. Et ce n'est qu'une transition! Car l'année prochaine, cela va être encore plus radical. Le festival deviendra probablement amateur, et toutes ses activités seront gratuites.

Q. L.: Du coup, les conteurs seront-ils payés?

A. L.: Non, pas dans le festival. Mon idéal, c'est de revenir au temps où les conteurs contaient pour le *fun*. Je sais que c'est romantique, mais je l'assume. Je veux installer un espace de liberté en dehors des principes économiques marchands. Bien sûr, on ne jugera pas mal les conteurs qui refusent de venir gratuitement! Et puis je ne dis pas qu'il faut conter pour le *fun* tout le temps. Si Hydro-Québec t'appelle, il faut demander de l'argent, ils en ont. Le danger, c'est que tout le monde se mette à conter pour gagner des sous.

Q. L.: De bouche à oreille programme-t-il surtout des conteurs québécois?

A. L.: Je dirais plutôt que ce sont des conteurs franco-américains. Il arrive que des artistes d'ailleurs viennent volontairement, mais je n'ai pas la structure d'accueil pour inviter des étrangers: je fais tout le festival bénévolement. Le festival se veut une réunion de la langue française partout en Amérique. Donc il y a des Acadiens, des Franco-Ontariens... Je suis même allé en Louisiane, il y a deux ans, pour rencontrer des gens et éventuellement les inviter, mais là encore c'est une question d'argent.

Q.L.: Quelle est l'identité du conte québécois si on le compare à ceux d'autres cultures?

A. L. : Beaucoup de nos légendes viennent de l'Europe. Par exemple, la Chasse-Galerie viendrait du Poitou. On a coloré et modifié les légendes avec nos habitudes de vies. Les contes étaient une activité d'hiver : les habitants ne pouvaient pas travailler la terre, ils avaient du temps. Ils se visitaient les uns les autres, organisant des veillées.

Q. L.: Les conteurs qui ancrent leurs histoires dans notre époque moderne,

comme Arleen Thibault par exemple, sont-ils nombreux?

A. L.: Oui, la différence c'est qu'ils font de la création. Moi-même j'ai des histoires qui se passe au Centre-Sud, parce que j'y ai habité. Mais surtout, beaucoup d'artistes reprennent des histoires traditionnelles pour les adapter à la sauce contemporaine. Dans un sens, Fred Pellerin fait cela.

Q. L.: Qu'est ce qui fait que les traditionnels et les modernes, si on peut les appeler ainsi, sont tous des conteurs, alors qu'ils sont très différents?

A. L. : Grande question! Je suis en train d'écrire un essai qui s'appelle *Le conte ne fait pas le conteur*. Cela m'a amené à différencier un interprète de conte et un conteur. Un interprète de conte est quelqu'un qui apprend un texte mot à mot. Un conteur, c'est quelqu'un qui travaille sur un canevas et qui brode.

Dans le festival, les soirées sont de plus en plus improvisées. Je demande aux conteurs, dans la mesure de leurs possibilités, d'attendre la dernière minute pour choisir les histoires qu'ils vont dire, en fonction du monde qui est présent.

Q. L.: Certaines des soirées du festival se passent chez vous. Le lieu d'une soirée de conte est-il très important?

A. L.: Il y a quatre variantes dans une soirée de conte: les conteurs, le conte, les gens (que je préférerais appeler assistants plutôt que public), et le lieu. Un lieu à la mesure humaine, intime, convivial. Pour que le conteur ne soit pas sur une scène. Qu'il conte debout, assis, dans un fauteuil: peu importe. Mais qu'il conte dans le monde, ça c'est important. Ainsi, les gens peuvent intervenir, ce qui est impossible dans un théâtre. Une fois, je me suis fait dire: « Oh non! C'est pas le fun que cela finisse de même. » Alors, j'ai recommencé une autre fin, juste pour le plaisir.

Q. L.: Quel est le public du festival?

A. L. : Ce sont des adultes, de 18 à 70 ans. Il y a beaucoup d'habitués, parce que la promotion se fait surtout dans un réseau. Disons que seule une moitié du public vient pour la première fois.

Q. L.: Le conte est-il bien soutenu financièrement?

A. L.: À mon avis, plus il sera reconnu et soutenu, plus il sera institutionnalisé. Et je ne suis pas sûr que ce soit une bonne chose. C'est pour cela que j'arrête de demander des subventions pour le festival. À un moment donné, tout est encadré et ce qui sort de la norme n'est plus reconnu, on en vient alors à faire de la discrimination.



André Lemelin veut ramener le conte dans les salons, transformant les spectacles en veillées populaires.

Q. L.: Quel sont les autres festivals de conte à Montréal?

A. L.: Il y en a un autre, le Festival interculturel du conte du Québec, qui se passe tous les deux ans (la prochaine édition aura lieu en octobre 2007, NDLR). J'avais décidé de ne pas orienter mon festival vers l'international pour, entre autres raisons, que l'on garde chacun une identité distincte. C'est un festival plus gros, avec une centaine d'activités. De bouche à oreille en a 35. Cependant, avec Marc Laberge, le directeur du Festival interculturel, nous avons à peu près la même vision du conte : une tendance antispectaculaire.

Q. L.: Le conte est-il encore victime de clichés?

A. L.: C'est moins pire qu'avant. Avec Fred Pellerin, cela a beaucoup changé. D'un côté il a donné une bonne image, dans le sens où les adultes peuvent y aller sans complexes, et c'est super. En contrepartie, les gens s'imaginent que le conte, c'est tout le temps drôle!

Quand je vais conter dans les écoles, les jeunes se demandent souvent si c'est pour les bébés. Mais après dix minutes, ils embarquent. Pour les apprivoiser, j'ai développé des menteries, qui sont des récits de vie exagérés. Je leur raconte que je m'en vais souvent en Abitibi, et que, lorsque j'étais jeune, il y avait des grands arbres, de la grande nature et des grands orignaux, tellement grands qu'on passait dessous en char. Puis je leur raconte qu'aujourd'hui les orignaux sont devenus tous petits, et puis les porcs-épics, on ne les voit même plus, on se rend compte

qu'ils sont là quand on marche dessus et qu'on se fait mal!

Q.L.: La relève des conteurs est-elle prête et nombreuse?

A. L.: Dans le festival, il y a Micro-libre, le concours de la relève. On décerne au gagnant un trophée qui est en chocolat, pour montrer que la gloire est passagère. Il mange son trophée, et il n'y en a plus. C'est un peu à l'image de la relève: elle va très vite. Claudette L'Heureux anime les Praticontes, des ateliers de 10 heures au bout desquels certains participants sont déjà assez bons pour qu'on les invite dans le festival. Je ne dis pas qu'on peut les mettre sur une scène professionnelle, mais dans un salon, le plus important c'est la capacité de nouer une relation avec ceux qui écoutent. Le conteur a le droit d'avoir des trous de mémoire, ce n'est pas grave. C'est même un plus, ça le rend humain.

Q. L. : Le conte est donc en santé au Québec?

A. L.: Dans mon calepin de conteurs, j'ai 250 noms. Voilà dix ans, je n'en avais que 15. Il y a un festival dans toutes les régions du Québec, à peu de chose près. Certaines compagnies se disent « on va faire venir un conteur », alors qu'avant cela ne se faisait pas. Donc oui, il est en santé, et il est en réflexion aussi. Avec Marc Laberge du festival interculturel et d'autres conteurs, on se demande à présent où l'on veut amener le conte.

Festival de conte De bouche à oreille, du 3 au 8 avril. Programmation : www.festivaldeconte.com.

Cinéma

Romanzo Criminale, de Michele Placido

LE RETOUR DU GANGSTER

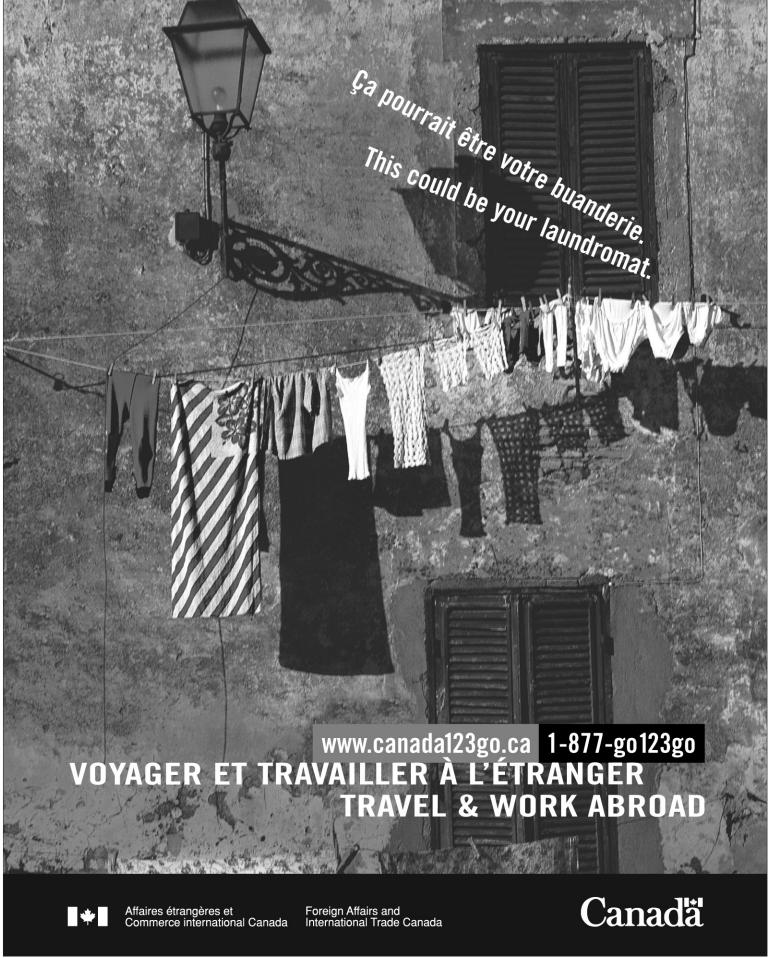
Patricia ROY

ome, dans les années 1970. Freddo, Dandy et le Libanais, les trois leaders d'une bande de petits criminels, poussent leur groupe à l'accomplissement de délits toujours plus importants. Résolus à grimper dans l'échelle sociale du crime, ils ne tardent pas à imposer leur loi sur Rome, puis sur le pays tout entier. *Romanzo Criminale* est le portrait de l'une des périodes les plus sanglantes de l'Italie: celle des années de plomb.



Considéré comme l'un des réalisateurs du moment en Italie, Michele Placido se fera sans doute mieux connaître du public nord-américain grâce à cet extraordinaire *Romanzo Criminale*. S'inspirant du style nerveux de Scorsese, le cinéaste se livre à la reconstitution d'une époque reconnue pour la complexité de ses enjeux sociaux ainsi que pour son extrême violence. Il intègre dans le mon-

tage des images d'archives, de véritables enregistrements téléphoniques et des reconstitutions d'attentats réels, comme l'explosion de la gare de Bologne et l'enlèvement du politicien Aldo Moro. Aux qualités d'une direction photo irréprochable et d'un scénario solide, s'ajoute celle d'une distribution à couper le souffle: Kim Rossi Stuart, Pierfrancesco Favino, Anna Mouglalis. Crevant littéralement l'écran, les acteurs apportent la touche finale pour propulser *Romanzo Criminale* au rang des films incontournables de l'année 2007.





BARMAN / MAID SERVEUR / EUSE

Cours et emplois

(*1981) rabais internet www.ecoledesmaitres.com (514) 849-2828 1-800-561-1781



Rencontre avec l'acteur Laurent Lucas

PRISE DE RISQUE

Reconnu pour ses rôles atypiques – il joue un adepte de la mutilation dans *Dans ma peau*, un chirurgien qui viole ses patientes dans *Qui a tué Bambi?* – il s'est démarqué grâce à son jeu nuancé dans une panoplie de films d'auteur français. Cet hiver, les cinéphiles d'ici l'ont découvert dans le film du Montréalais Noël Mitrani, *Sur la trace d'Igor Rizzi*.

Marie-Ève CORBEIL

u cours de l'année 2006, il a joué dans trois productions québécoises. Outre *Sur la trace d'Igor Rizzi* de Noël Mitrani, on le découvrira bientôt en mari cocu dans *Toi* de Francis Délisle et en père violent dans *La capture* de Carole Laure. Ces temps-ci, Laurent Lucas, 41 ans, profite d'une période d'accalmie pour passer du temps avec sa petite famille. D'ailleurs, il ne prévoit pas entamer son prochain tournage avant le mois de mai.

Rejoint par téléphone à sa résidence montréalaise, Laurent Lucas s'avère intarissable lorsqu'il parle de son métier. Il est serein, contrairement à l'image des antihéros torturés qu'il a souvent incarnés. Interprète au registre large, il avait attiré l'attention du public de l'Hexagone grâce à sa composition étonnante dans le film inquiétant, angoissant, *Harry, un ami qui vous veut du bien*, où il interprète un père

de famille débordé qui tombe sous l'emprise d'un ami étrange.

ENTRE DEUX CONTINENTS

Installé à Montréal depuis six ans, l'acteur continuait à travailler essentiellement en Europe jusqu'à tout dernièrement. Enchanté par son expérience en sol québécois, il espère recevoir d'autres propositions : « Mes expériences québécoises dans Toi et La Capture ont été parmi les plus intenses de ma carrière. En fait, au cours du tournage des scènes, ça se passait plus par le corps qu'en France, sans oublier pour autant le côté intellectuel. C'était également émouvant, la prise de danger physique de ces réalisateurs qui s'impliquent avec nous afin de pousser plus loin le niveau de jeu.»

Dans *Sur la trace d'Igor Rizzi*, Laurent Lucas interprète un ancien footballeur français, Jean-Marc Thomas. Sans le sou, il déménage à Montréal afin d'entretenir le souvenir de sa femme disparue, qui était d'origine québécoise. Peu de temps après son arrivée, on lui offrira d'abattre un homme nommé Igor Rizzi... Le propos du film se veut assez sombre et les silences sont souvent plus évocateurs que les dialogues. Renfrogné et peu bavard, le personnage principal finira toutefois par vivre une certaine rédemption. «J'étais attiré par Jean-Marc, et, en général, je le suis par ce genre de personnages qui n'ont plus d'espoir et qui sont sans amis. Dans le film, Jean-Marc ne croit plus en l'amour, mais continue à vivre. Bref, cette liberté, je la trouve attirante, même si je l'entrevois comme une forme de clochardisation », explique le comé-

Tourné au départ sans l'aide financière d'aucun organisme, le long-métrage a été acclamé à travers différents festivals de films, dont ceux de Toronto et de Venise. «Je n'ai pas été surpris par son succès exceptionnel, car j'ai déjà tourné dans des productions à



Laurent Lucas dans Sur la trace d'Igor Rizzi.

petit budget, comme Quelque chose d'organique et Qui a tué Bambi?, sélectionnées à Cannes. Et ce n'est pas le fric qui fait un bon film, il faut savoir bien s'entourer », ajoutet-il

DES PLANCHES AU PLATEAU

Né à Paris, Lucas entame en 1989 une formation pour devenir acteur au célèbre cours Dullin, en France. À la fin de ses études, il se joint au Théâtre national de Strasbourg. Durant les années suivantes, l'acteur se consacre à la scène, puis fait ses débuts au cinéma dans la production *J'ai borreur de l'amour* de Laurence Ferreira Barbosa, en 1997, où il incarne un séropositif troublé. Celuici délaisse ensuite tranquillement les planches au profit du septième art. « Ce n'était pas volontaire d'arrêter.

Le cinéma a pris plus de place et j'ai décidé de me concentrer sur ce médium. Dorénavant, je ne retournerai pas jouer dans une pièce en France, à cause des enfants. Mais je pense à monter ici un projet de théâtre. »

Aujourd'hui, alors qu'il s'apprête à tourner dans le deuxième film de Noël Mitrani, Laurent Lucas choisit ses projets cinématographiques de la même façon que les pièces auxquelles il prenait part à l'époque. Dès la lecture du scénario pour un projet québécois ou français, il doit se sentir allumé et excité. « En général, je détecte rapidement s'il y a quelque chose qui me plaît. Et souvent, les personnages les plus intéressants à jouer, selon moi, ne sont pas des êtres bumains exceptionnels, qui sortent de l'ordinaire, mais ceux qui se trouvent plus près de nous », résume-t-il.

Art urbain

PORTEUR DE RÊVES

Depuis novembre 2006, un anonyme expose ses rêves dans les rues de Montréal, écrits sur un carton, au rythme d'une fois par semaine. On peut aussi voir ses œuvres temporelles sur son blogue, le Dream Listener.

Jean-Claude PAQUET

habitude, on ne partage pas ses rêves...
Alors que tout le

monde rêve! C'est une façon de provoquer les gens en quelque sorte », explique l'artiste, que nous appellerons par son nom de famille, comme il le souhaite: Spencer. L'ano-



nymat, ou plutôt le fait de ne pas révéler s'il est une fille ou un garçon, est partie prenante de son œuvre. Spencer souhaite que le projet reste un mystère pour les gens qui lisent ses affiches-rêves. Il veut également que les gens se questionnent: Qu'est-ce que c'est? Est-ce de l'art? Est-ce le travail d'un illuminé? Qui a écrit et fait

UN MARDI COMME LES AUTRES

ce rêve? Est-ce un vrai rêve?

Nous sommes le 6 mars 2007. Comme tous les mardis, l'artisterêveur se rend dans le Centre de jour pour personnes en difficulté de l'église St-James et, dans le centre d'art de l'établissement, il réalise son projet de la semaine. L'histoire d'aujourd'hui, Spencer l'a rêvée il y a deux nuits. Elle se résume en quelques mots : « J'ai rêvé que je

disais à un parfait étranger que j'allais être très heureux. »

L'artiste, qui justement semble très heureux, raconte que son projet Dream Listener lui trottait dans la tête depuis quelque temps. Il a commencé à écrire ses rêves le 22 novembre 2006 et s'arrêtera le 22 novembre 2007. Il aura donc fait partager 52 rêves. Un an, parce que c'est assez long pour que les gens ne lisent pas juste une fois une affiche, mais prennent l'habitude de chercher le rêve chaque semaine. Et pas plus d'un an, parce que c'est exigeant pour la santé et la concentration mentale: « Je réfléchis sans cesse au rêve que je choisirai et je le résume en quelques mots. C'est un travail d'effort mental et artistique incessant. Je me déplace dans la rue trois à quatre fois par semaine pour m'imprégner de l'atmosphère de la rue et faire du repérage artistique », explique-t-il.

Spencer a toujours son appareil photo avec lui pour prendre des photos de ses œuvres. Tout d'abord, il se place à l'extérieur avec son carton et les gens peuvent ainsi lire son rêve et discuter avec lui s'ils le désirent. Il perd ainsi son anonymat, mais pour quelques instants seulement. Il dépose ensuite son carton un peu partout, dans les alentours, pas trop loin de l'église St-James puisqu'il est

à pied. Les œuvres sont alors sujettes aux intempéries et à l'humeur des gens. Mais les photos les rendent immortelles.

Quand il rêve à quelque chose de particulier, il le place dans un endroit précis. « Par exemple, un de mes rêves parlait de guerre, alors j'ai déposé mon carton de rêve près d'une statue à l'effigie guerrière », explique-t-il.

UN SOUTIEN ARTISTIQUE

Le centre de diffusion d'art multidisciplinaire Dare-Dare soutient sa démarche artistique. C'est aussi grâce à Dare-Dare qu'il a connu l'existence du Centre St-James, où il peut fabriquer son art. Là, il trouve sa peinture acrylique noire pour tracer son rêve sur un morceau de carton qu'il apporte. Parfois, Spencer apporte des cartes postales qu'il distribue aux passants. Elles résument bien son projet: «Nous sommes tous de beaux rêveurs.»

www.dreamlistener.wordpress.com

RENCONTRE AVEC L'ARTISTE

mercredi 4 avril, de 13 h à 16 h30, au Centre de jour St-James (1440 St-Alexandre,3° étage, coin Sainte-Catherine)

Musique

3 GARS SU'L SOFA

Des cobras. des tarentules

(Production Tribal)

THE STOOGES

(Virgin/EMI)

The Weirdness

C'est le retour du squelettique Iggy

Pop et sa bande après plus de vingt

ans d'inactivité en tant que Stooges. La légendaire formation effectue un

retour fort attendu, comme il s'en fait

tant, pour une question d'argent

sans doute. Pour cet album, The

Weirdness, le groupe s'est entouré de

Steve Albini à la console d'enregistre-

ment, un grand de la musique rock

actuelle, ainsi que de Mike Watt à la

basse (ex-Minutemen). De son côté,

Albini a fait le travail avec ce que lui

offrait la musique des Stooges, une

Deux ans après la parution de leur EP La collation, le trio acoustique 3 gars su'l sofa faisait paraître au début du mois Des cobras, des tarentules, un disque ensoleillé qui devrait permettre au groupe de se tailler une place au sein du paysage musical québécois. Sans prétention, 3 gars su'l sofa prouve qu'on peut écrire des chanson à partir de n'importe quoi, de «l'île de Pâques»

jusqu'aux loisirs quétaines. Les trois gars ont su replonger dans leur enfance et leur adolescence pour signer, avec une certaine naïveté, des textes où se côtoient des souvenirs tels que *Charivari*, les trois-skis et les dessins dans lesquels le soleil occupe toujours le coin de l'image et les oiseaux sont en fait des « M » dans le ciel. Musicalement, les chansons « Véronique », « Trois » et « La plage », par leurs rythmes de guitares et leurs harmonies vocales, rappellent le duo Crampe en masse, avec un lyrisme moins cabotin et une qualité d'enregistrement supérieure. 3GSS ne se limite pas à la chanson ludique rythmée mais offre

musique simple, sale, sans artifices,

paresseuse et primitive. Pour sa part,

Mike Watt se fait transparent à la

basse. Lui qui a toujours su se démar-

nous laisse cette fois de glace pour

sa collaboration avec ses vieux

copains. Certains fans assidus croiront

sans doute que *The Weirdness* est le

disque de l'année, mais les musiciens

que l'on retrouve avec les Stooges

pièces toutes aussi moyennes les unes

que les autres. La voix d'Iggy Pop est

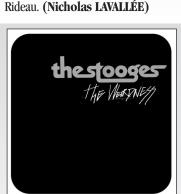
parfois intolérable : il cache son talent

pour se donner des allures

d'adolescent rebelle. Où sont les cris

d'Iggy, où est sa passion? La naïveté,

aussi quelques ballades aux arrangements gracieux. Pour mettre de l'avant les paroles, les percussions sont limitées à une boîte à rythme sur une pièce et des claquements de mains sur une autre. C'est là le principal bémol de l'album : un tam-tam ou une batterie iazz auraient sûrement rehaussé le niveau de certaines chansons. 3GSS fut découvert en 2004 grâce à l'émission Les pourris de talent, diffusée sur Musique Plus. Le trio a récemment remporté deux prix de la Bourse





qui manque de sincérité, de The Weirdness est passablement ennuvante. Certains titres pourront vous faire taper du pied mollement, tels que « My Idea of Fun », « The End of Christianity» et « I'm Fried ». Bizarrement le dernier album solo de Iggy Pop était bien plus supportable! (Jean-François RIOUX)





Peut-être, oui peut-être, est-il un peu tard pour parler du troisième album de la formation The Shins, en spectacle le 16 mars dernier au Métropolis. Ce troisième effort intitulé Wincing the Night Away, attendu impatiemment, est enfin paru au début de l'année, il y a donc déjà quelques semaines de cela. Mais pourquoi se priver quand il s'agit de partager de la bonne, vraiment bonne, musique. Le genre de musique parfaite pour les compromis, lors de longs voyages en voiture. Vous savez,

quand le conducteur veut mettre un truc rock qui bouge et que vous voulez mettre un truc plus mélo. The Shins, c'est le genre de groupe qui fait l'unanimité pour un temps. Si vous n'êtes pas familier avec le son, imaginez un album de Death Cab for Cutie avec un peu plus de corps, mais sans vraiment devenir dérangeant. Le type indie où les paroles racontent des histoires tristes ou étranges sur des mélodies envoûtantes.

Entre autres perles « Phantom Limb » et « Turn on Me » risquent de prendre de la place dans vos lecteurs. Et pour ceux qui, fans de la première heure, n'auraient pas encore eu le temps d'écouter ce nouvel album, des morceaux comme «Australia» ou «Girl Sailor » offrent ce petit quelque-chose qui rappelle leurs premiers efforts. En

effet, l'augmentation du budget et des moyens de production n'a pas empêché les membres du groupe de bien s'imiter eux-mêmes, par moments, comme s'ils n'étaient encore que des amateurs avec rien d'autre que du plaisir et du rêve. Un album étoffé qui navigue bien entre les écueils séparant la marginalité de « Sealegs » et le succès populaire de la plus accessible « Girl Sailor ». À faire découvrir à tous les parents de *hipsters.* (Nicolas PARADIS)

lourd de basse, de guitares et de percussions. Il faut attendre «4.738 Regrets » pour reconnaître un peu mieux le genre, à la fois frais et très, très ancien. À partir de ce moment, l'album devient plus uniforme, même si les deux meilleures pièces sont enterrées à la toute fin de l'album. On se laisse sur la très rock « Shining Path » et « Triangular Pyramid », un peu plus mélodique. Bref, un album somme toute inégal mais sans grand drame. En spectacle avec Psychic Paramount, le mardi 1^{er} mai, à la Sala Rossa. (Nicolas PARADIS)

TRANS AM **Sex Change** (Thrill Jockey)

Première réalisation en trois ans, soit depuis Libération qui était paru en 2004, la formation Trans Am revient cette fois-ci avec Sex Change, son huitième album, qui comme le titre l'indique, représente une tentative de transition pour la formation. Même s'ils ne se réinventent pas vraiment, les membres du groupe proposent tout

de même un album qui se démarque par un certain retour à la légèreté de leurs albums jusqu'à *Red Line* – qui demeure leur meilleur résultat à ce jour. Les amateurs de M83 ou d'Eno se trouveront sans doute en terrain familier avec les mélanges électroniques et rock qui s'entrecroisent ici, quoiqu'il faille un long moment avant de pénétrer l'univers de Trans Am. Les pièces se suivent et ne se ressemblent pas, comme la très eurocheese « Obscene Strategies » immédiatement succédée de « Conspiracy of the Gods» qui balance un rythme

Bande dessinée

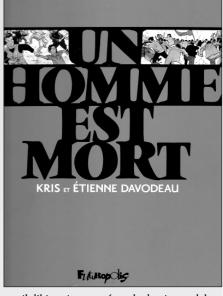
PETIT PAN **D'HISTOIRE**

Julie DELPORTE

ci est mort Édouard Mazé, militant CGT, tué par les forces de l'ordre le 17 avril 1950. » La plaque noire orne sombrement une rue de Brest, au bout de la Bretagne, au bout du bout de la France. Là où le ciel est gris aquarelle, comme dans les cases d'*Un homme est mort*.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il n'y a plus de maisons dans Brest, mais des baraques de bois alignées : y dorment les ouvriers de la reconstruction, avec leurs femmes et leurs enfants, qu'il faut nourrir. En mars 1950 débute un mouvement de grève pour protester contre les faibles salaires. Durement réprimées, les manifestations tournent au drame le 17 avril quand les policiers ouvrent le feu. Un homme meurt.

Le scénariste Kris (Le déserteur, le monde de Lucie), dont le grand-père lui-même par-



ticipait à la grève, signe un joli travail d'historien, porté par le dessin rondelet d'Étienne Davodeau (*Rural, Les mauvaises gens*). Si le livre rend hommage à Édouard Mazé et ses compagnons de pilon, il prend pour personnage principal René Vautier, un cinéaste militant. Il réalisait en 1950 un court film sur les grévistes brestois, qui tournait toutes les nuits dans les chantiers paralysés, pour soutenir le moral des troupes. Au bout de la 150^e projection, la pellicule, épuisée, partait en lambeaux.



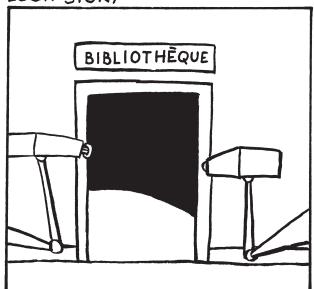
Kris raconte les aléas d'un film dont le tournage survit, surpasse les montagnes de soucis techniques, tout simplement parce qu'il le faut. Dans une ville où dégoter un plan des nouvelles avenues est salutaire, le réalisateur René Vautier navigue entre les grues et recueille clandestinement les visages des ouvriers. Ces visages, ce sont les cases les plus réussies du livre : des mers entières de visages, dans un cortège majestueux pour enterrer Édouard Mazé.

Un homme est mort, c'est, pour son auteur, quatre ans d'enquête et de recherches. Un soir de novembre 2003, Kris, projet en tête, rencontre enfin René Vautier. Il passe sa nuit à « *prendre un verre* » avec lui pour atteindre son objectif aux alentours de 4 h 30 du matin. Poser cette question timide: « Cher René, nous aimerions raconter une semaine de votre vie, le tournage d'un film disparu, ça ne vous dérange pas? » La réponse, ce sont 64 pages doucement colorées, qui ont pour titre un poème de Paul Eluard.

Le dosage de l'émotion n'est pas toujours réussi. Le récit des différentes projections, redondant, brise parfois le rythme. Mais passons. Le livre a surtout le grand mérite de nous donner envie de lire son annexe (un cours sur la reconstruction de la ville portuaire). Et celui de faire connaître un petit pan d'Histoire qui méritait notre attention. Entre autres parce que, tout de même, ce 17 avril 1950, un homme est mort.

Un homme est mort, Kris et Étienne Davodeau. Éditions Futuropolis.

LOCK STORY







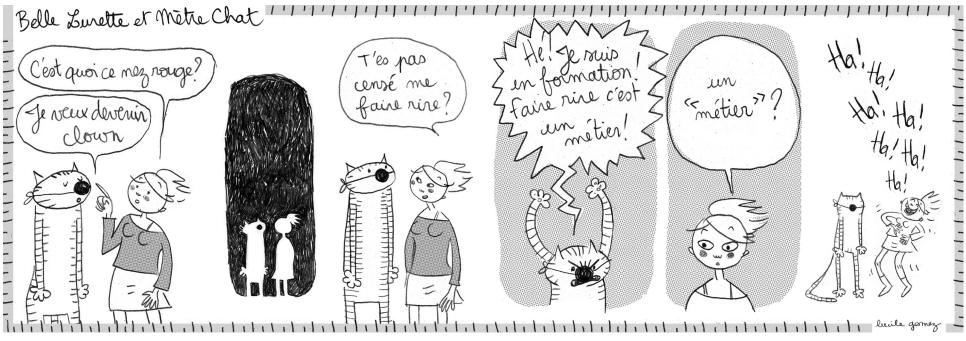
Je veux du printemps!







Muchation: coline colinenies) Orympoti

















INSCRIPTION Session été 2007



LE BALUCHON

LE SERVICE DE HALTE-GARDERIE DE LA FAECUM

Grâce à la halte-garderie Le Baluchon, il vous sera possible, parents étudiants de l'Université de Montréal et membres de la FAECUM, de concilier avec succès, vos études et votre vie de famille.

Vous avez besoin de nos services, n'hésitez pas à contactez Anne Lessard, notre directrice, elle se fera un plaisir de répondre à toutes vos questions au (514) 340-0440 ou directement sur place au 3333 Côte-Sainte-Catherine (coin Decelles).

Parents étudiants déjà inscrits : 2 et 3 avril Nouvelles inscriptions : du 4 au 5 et le 6 avril de 8h à 16h30

